

GESTION DU FONCIER ÉCONOMIQUE

L'AAPI adopte une nouvelle approche

Dans le cadre de la stratégie visant à répondre efficacement à la forte demande de terrains à usage économique et à accélérer les processus administratifs, tout en prévoyant la création de nouvelles zones industrielles et d'activités, Omar Rekkache, président de l'AAPI, a annoncé qu'une nouvelle approche de gestion du foncier économique serait mise en place dès janvier 2025. Cette initiative s'inscrit dans une volonté de mieux structurer le développement économique et d'offrir davantage d'opportunités aux investisseurs. Elle marque ainsi une étape décisive dans la modernisation de l'Agence et de ses services. P 3



PROJET D'EXTENSION DU PORT DE DJEN-DJEN

Augmenter sa capacité à 26 millions de tonnes de marchandises

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh, a révélé hier à Alger un projet d'extension du port de Djen-Djen (Jijel), visant à augmenter sa capacité à 26 millions de tonnes de marchandises générales et 5 millions de conteneurs équivalents.

P 2

RELANCE DU TOURISME

La ministre veut l'implication de tous

Lors d'une rencontre avec tous les acteurs concernés du secteur touristique, Houria Madahi a insisté sur le fait que le secteur qu'elle dirige nécessite l'implication de tous. Lors de cette réunion, tenue au siège du ministère, Houria Madahi a échangé avec les partenaires professionnels du tourisme et de l'industrie traditionnelle, y compris les fédérations, organisations syndicales, syndicats et associations professionnelles. Elle a précisé que cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une concertation et d'un dialogue avec tous les partenaires du secteur afin d'étudier les différentes préoccupations et répondre aux attentes des acteurs du secteur du tourisme.

P 3

L'ALGÉRIE À L'HORIZON 2030

Vers une économie innovante et durable

À l'horizon 2030, l'Algérie se tourne résolument vers l'innovation pour bâtir une économie résiliente et durable. Cette orientation repose sur une vision claire, qui met l'accent sur l'encouragement de l'entrepreneuriat, le renforcement du secteur privé, la stimulation de la création d'entreprises et le développement des compétences locales. L'objectif global est de préparer l'économie à relever les défis futurs tout en assurant sa durabilité, comme l'a souligné Youcef Bouznada, président de la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB).

P 5

GRUPE DES INDUSTRIES
ÉLECTRIQUES ALGÉRIENNES

**Lancement d'une initiative
pour soutenir les villes
intelligentes et durables** P 2

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

**Saidal se lance dans la
production de la matière
première dès 2025** P 5

113^e RÉUNION DU CONSEIL DES
MINISTRES DE L'OPAEP

**Le ministre d'État,
ministre de l'Énergie,
aujourd'hui au Koweït** P 4

POSTE
Installation de
600 DAB à
partir de
janvier 2025

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a annoncé, jeudi à Alger, l'installation de 600 distributeurs automatiques de billets (DAB), à l'échelle nationale à partir de janvier 2025. Lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, le ministre a affirmé que "le réseau postal, y compris les structures fixes et mobiles, sera élargi notamment dans les régions isolées, à travers l'installation, dès janvier 2025, de 600 DAB", ajoutant que "cette opération s'étalera sur trois mois afin de répondre aux besoins des citoyens et de moderniser les distributeurs sujets aux pannes". Dans ce cadre, le ministre a indiqué "qu'il sera procédé à la mise en service de plus de 60 bureaux de poste mobiles disponibles, au niveau desquels seront installés de nouveaux distributeurs automatiques". Concernant la couverture de téléphonie mobile, M. Zerrouki a précisé que les trois opérateurs mobiles (Mobilis, Djezzy et Ooredoo) s'attellent à mettre en place des plans pour "répondre aux exigences minimales d'une bonne couverture dans les régions où le nombre d'habitants s'élève à 2000, conformément à un calendrier précis". A ce propos, il a souligné que les trois opérateurs comptent "élargir le réseau et améliorer sa qualité" sur l'ensemble du territoire national, à travers des investissements ayant permis l'élargissement des stations de base et le déploiement de la 4G dont la couverture touche désormais 85% de la population". Par ailleurs, le nombre des abonnés à la téléphonie mobile au niveau national "s'élèvent à plus de 49 millions selon le dernier rapport de l'Autorité de régulation de la Poste et des Communications électroniques (ARPCE)", a fait savoir le ministre. Il a affirmé également que son département ministériel continue d'accompagner les opérateurs de téléphonie mobile "pour améliorer la couverture en internet et en téléphonie mobile, notamment par la mise à disposition de bandes de fréquences supplémentaires".

PROJET D'EXTENSION DU PORT DE DJEN-DJEN
Augmenter sa capacité à 26 millions tonnes de marchandises

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh, a révélé, hier à Alger, un projet d'extension du port de Djen-Djen (Jijel) afin d'augmenter sa capacité à 26 millions de tonnes de marchandises générales et 5 millions de conteneurs équivalents.

Par Sirine R

Dans son allocution lors de l'ouverture d'une journée d'étude placée sous le thème : «L'envasement des ports : enjeux et défis», le ministre a rappelé que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a donné des instructions pour établir un programme d'extension des ports, incluant l'extension du port d'Annaba et sa connexion à la ligne ferroviaire minière en cours de réalisation pour le transport et le traitement du phosphate intégré, partant de la gare de Bab El-Hedba à Tébessa jusqu'à Annaba, où les travaux avancent à un rythme rapide. Selon le programme établi, précise le ministre, il existe un projet d'extension du port de Jijel pour augmenter sa capacité à 26 millions de tonnes de marchandises générales et 5 millions de conteneurs équivalents, en plus de la construction de nouveaux quais avec une profondeur de 20 mètres pour accueillir les navires de grande taille. En effet, le projet d'extension du port de Jijel vise à en faire un centre régional principal pour le transbordement et la transformation dans la région, afin de faciliter les échanges commerciaux à l'échelle nationale et africaine, et de le positionner comme un port en eau profonde. Le ministre a rappelé également que le port de Jijel est relié au réseau ferroviaire via la ligne Ramdane Djamel à Annaba- Constantine, ainsi qu'à l'autoroute Est-Ouest, par le

projet du raccordement de l'autoroute Jijel – El Eulma, sur une distance de 110 km, qui est en cours de réalisation. Le ministre des Travaux publics a indiqué que 11 ports sur les 37 ports et refuges de pêche situés le long du littoral subissent régulièrement le phénomène d'envasement, parmi lesquels le port de Marsa Ben M'hidi à Tlemcen, Cap Djinet à Boumerdès, Sidi Lakhdar à Mostaganem, Beni Haoua à Khemisti à Tipaza, Azefoun à Tizi Ouzou, le port de Sidi Fredj à Alger. Ce phénomène affecte également le port des hydrocarbures de Skikda, ainsi que les ports de Ghazaouet à Ténès et le port de plaisance de Sidi Fredj. Le ministre a ajouté que les infrastructures portuaires jouent un rôle clé dans l'économie nationale, et que son secteur a mis en place une stratégie de développement et d'entretien des installations portuaires. Celle-ci a donné naissance à un programme de travail à moyen terme pour prendre en charge de manière optimale l'opération de dragage des ports, s'appuyant sur trois axes principaux. Il s'agit, dira le ministre, d'abord, le renouvellement et le renforcement des équipements de dragage grâce à un programme d'investissement pour leur acquisition ; ensuite, la valorisation des compétences nationales à travers la mise en place d'un programme de formation pour améliorer leur performance dans le domaine du dragage des ports ; et enfin, l'adoption d'une approche environnementale responsable pour contribuer à la

préservation de l'environnement marin. Rakhroukh a indiqué que l'opération de dragage des sables constitue un grand défi pour permettre l'accès des navires aux ports et garantir la sécurité de la navigation maritime. À cet égard, le secteur a réalisé pas moins de 34 opérations de dragage des sables et de travaux de protection contre l'envasement dans 25 ports, avec un volume excédant les 6 millions de mètres cubes. Le ministre a ajouté que de nombreux ports ont été soumis à des travaux de protection contre l'envasement dans le cadre des mesures prises pour faire face à ce phénomène, parmi lesquels Cap Djinet à Boumerdès, Tizirt à Tizi Ouzou et Boudis à Jijel. Le ministre a souligné que cette rencontre constitue une occasion pour étudier le problème de l'envasement dans nos ports, en présentant les mesures à prendre pour faire face à ce phénomène naturel, et en abordant les techniques scientifiques et les innovations dans le domaine du dragage des sables et des boues qui s'accumulent au fond des ports en raison des courants marins et des facteurs naturels. Il a également appelé les bureaux d'études à prendre en compte ce problème dans tous leurs projets de conception, y compris pour les ports en exploitation. Il a précisé que le chiffre d'affaires du secteur de la pêche maritime est inférieur aux coûts du dragage des sables, car un important amoncellement de sable se produit chaque année.

GROUPE DES INDUSTRIES ÉLECTRIQUES ALGÉRIENNES

Lancement d'une initiative pour soutenir les villes intelligentes et durables

Le groupe des Industries électriques algériennes a lancé, récemment, une initiative visant à soutenir les projets émergents et innovants dans le domaine des villes intelligentes et durables, a indiqué, samedi, le président du groupe, Djillani Koubibi Bachir. M. Djillani Koubibi a précisé dans une déclaration à l'APS que l'annonce de cette nouvelle initiative a été faite en marge de la journée d'étude sur les "villes intelligentes et durables", organisée, jeudi dernier, en collaboration avec l'Ecole nationale des ingénieurs de la ville de la wilaya de Tlemcen. Il a ajouté que "la participation du regroupement professionnel spécialisé dans les industries électriques à cet événement scientifique visait à réaffirmer son engagement à soutenir les startups". Dans ce cadre, M. Djillani Koubibi a an-

noncé le lancement de cette initiative pour soutenir les projets émergents et innovants qui favorisent la créativité et renforcent le partenariat, afin de construire des villes modernes reposant sur la technologie et l'innovation pour réaliser un développement durable. En outre, lors de cette journée d'étude, un protocole d'accord a été signé entre l'Ecole nationale des ingénieurs de la ville de Tlemcen et le groupe, visant à renforcer la coopération (académique et professionnelle) entre les deux parties, notamment en ce qui concerne le développement de solutions intelligentes et la réalisation d'une vision commune pour la construction de villes durables, selon le même intervenant. Lors de cet événement, qui a duré une journée, plusieurs interventions de recherche et présentations inno-

vantes ont été animées par des professeurs, des experts, des porteurs de projets innovants et des représentants d'entreprises émergentes, mettant en lumière les perspectives prometteuses dans le domaine des villes intelligentes et soulignant la nécessité de renforcer le rôle de l'innovation en tant que pilier du développement durable, a ajouté M. Djillani Koubibi. Pour rappel, le groupe des industries électriques algériennes, en tant que cluster professionnel visant à développer les industries nationales dans ce secteur et à augmenter sa contribution à l'exportation hors hydrocarbures, regroupe plus de 160 industriels, 13 laboratoires, 65 entreprises d'exécution, 59 bureaux d'études techniques et environ 6.500 entreprises spécialisées dans les travaux électriques.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

GESTION DU FONCIER ÉCONOMIQUE

L'AAPI adopte une nouvelle approche

Dans le cadre de la stratégie visant à répondre efficacement à la forte demande de terrains à usage économique et à accélérer les processus administratifs, tout en prévoyant la création de nouvelles zones industrielles et d'activités, Omar Rekkache, président de l'AAPI, a annoncé qu'une nouvelle approche de gestion du foncier économique serait mise en place à partir de janvier 2025. Cette initiative s'inscrit dans une volonté de mieux structurer le développement économique et d'offrir davantage d'opportunités aux investisseurs. Elle marque ainsi une étape décisive dans la modernisation de l'Agence et de ses services.

Par Mourad A.

Lors de son discours à l'occasion de la première édition de la rencontre nationale des directeurs des guichets uniques, organisée pour évaluer et améliorer les services offerts, Omar Rekkache a souligné l'importance capitale de cet événement. Il a précisé que cette rencontre constitue un espace de consultation, d'évaluation des performances et de responsabilisation. Elle permettra également d'explorer des solutions innovantes pour accompagner efficacement les porteurs de projets. Cette initiative s'inscrit pleinement dans les réformes profondes lancées par le Président de la République, visant à positionner l'Algérie comme une destination privilégiée pour les investissements, tant nationaux qu'étrangers. L'AAPI s'engage, par ailleurs, à simplifier davantage les procédures administratives et à éliminer les obstacles bureaucratiques qui freinent les investisseurs. Des efforts considérables seront également consacrés à la

promotion des opportunités d'investissement à travers des campagnes ciblées et à la formation des compétences humaines, afin de garantir des services conformes aux standards internationaux. Ces mesures visent à créer un environnement attractif et compétitif pour les investisseurs, tout en renforçant la transparence et l'équité. Concernant les projets d'investissement, Omar Rekkache a souligné que, depuis le lancement des guichets uniques de l'AAPI le 1er février 2022, un total de 11 076 projets d'investissement ont été enregistrés, représentant un montant déclaré de 4 450 milliards de dinars. Ces projets prévoient la création de près de 270 000 emplois, ce qui témoigne d'une dynamique tangible dans le paysage économique national. Une grande majorité de ces initiatives est déjà en cours de réalisation, certains projets étant même déjà en phase d'exploitation, ce qui illustre la confiance retrouvée des investisseurs dans l'environnement économique du pays. «Dans le cadre de notre engagement envers l'avenir, il est clair que la phase à venir exige

un renforcement des efforts pour faciliter l'investissement et attirer de nouvelles opportunités. L'objectif ambitieux est de concrétiser 20 000 projets d'investissement à moyen terme, une démarche qui vise à soutenir un développement économique durable et à diversifier les secteurs clés de l'économie », a-t-il ajouté. À cet égard, les efforts des guichets uniques se poursuivent, notamment avec l'octroi de 1 385 extensions dans le cadre des lois précédentes, permettant ainsi à ces projets d'entrer prochainement en phase d'exploitation. Enfin, Omar Rekkache a rendu hommage à deux figures majeures du développement de l'investissement en Algérie : M. Bouguera et M. Abdelmadjid Baghdadli, soulignant leurs contributions significatives. En conclusion, il a lancé un appel à un travail collectif et coordonné, visant à bâtir un avenir économique durable et prospère, répondant aux aspirations nationales et contribuant à la diversification de l'économie.

RELANCE DU TOURISME

La ministre veut l'implication de tous

Par Réda Hadi

Lors d'une rencontre avec tous les acteurs concernés du secteur touristique, Houria Madahi, a insisté que le secteur dont elle a la charge, nécessite l'implication de tous. Lors d'une réunion tenue en son siège, Houria Madahi, avec les partenaires professionnels du tourisme et de l'industrie traditionnelle, incluant les fédérations, organisations syndicales, syndicats et associations professionnelles, a insisté que cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la concertation et du dialogue avec tous les partenaires du secteur afin d'étudier les différentes préoccupations et répondre aux attentes des acteurs du secteur du tourisme. Dans le but de développer le secteur du tourisme pour en faire l'un des piliers essentiels de la création de richesse et de la génération d'emplois dans le cadre du développement durable, la ministre a indiqué que dans le cadre d'un plan d'action global visant à construire un tourisme de premier plan et une industrie traditionnelle productive, plusieurs initiatives seront mises en œuvre, notamment le développement du tourisme interne (tourisme saisonnier, thermal, montagnard, historique, culturel et religieux). Cela nécessite la modernisation et la réhabilitation des infrastructures hôtelières publiques et l'amélioration des services du secteur privé, en conformité avec les standards inter-

nationaux, avec une attention particulière portée au tourisme thermal en raison de la demande croissante des citoyens, notamment en matière d'hébergement et de promotion de l'offre touristique. Lors de cette réunion, Madahi a donc révélé le cadre d'un plan d'action global visant à construire un tourisme pionnier et une activité artisanale productive à travers la relance et le développement du tourisme interne (saisonnier, thermal, de montagne, historique, culturel et religieux). Il est nécessaire, dira-t-elle «d'achever le programme de modernisation et de réhabilitation du parc hôtelier public et améliorer le niveau du secteur privé par son adaptation aux normes applicables au niveau international, en accordant une importance particulière au tourisme thermal au regard de la demande croissante des citoyens sur ce produit». La ministre les a exhortés à rivaliser d'ingéniosité pour réduire les prix, en axant sur la promotion des prestations touristiques et sur la numérisation pour améliorer la gestion et promouvoir l'économie du tourisme. Elle a renouvelé son appel à «une action commune, et efficace sur le terrain ». Pour la ministre, le secteur du tourisme sera l'une des sources les plus importantes de diversification des revenus hors hydrocarbures et de dynamisation de l'économie. Plusieurs propositions ont été formulées. Il faut actualiser les aspects réglementaires du secteur, no-

tamment ceux liés aux agences de voyages. Dans ce cadre, il faut rappeler qu'une loi d'orientation des activités de tourisme a été préparée dans l'objectif d'une meilleure organisation professionnelle des métiers et des activités autorisées. La ministre a également salué les efforts des opérateurs et acteurs du tourisme, quels que soient leurs domaines d'activité, les incitant à établir des réseaux interactifs pour favoriser la coopération et le partenariat avec les organisations professionnelles et les institutions économiques. Elle a aussi encouragé la concurrence en vue de la réduction des prix, tout en mettant l'accent sur l'amélioration des services touristiques et l'importance de la numérisation pour une meilleure gestion et promotion de l'économie touristique. Aussi et après avoir fait le tour des problèmes éventuellement rencontrés et fixé les objectifs, la ministre a réitéré son appel à un travail collaboratif et concret afin de concrétiser les orientations du président de la République pour relancer le tourisme national, qui repose principalement sur le tourisme interne sous toutes ses formes, ainsi que sur le tourisme saharien avec tous ses atouts, dans le but de promouvoir la destination touristique de l'Algérie et d'attirer la diaspora algérienne et les touristes étrangers, notamment dans les pôles touristiques sahariens les plus populaires actuellement sur les marchés mondiaux.

MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DU DOMAINE NATIONAL

Mise en avant des progrès réalisés

Par R. E.

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a présidé une réunion de coordination avec la Chambre nationale des notaires, consacrée aux progrès réalisés en matière de modernisation de l'administration du domaine national, en mettant l'accent sur l'amélioration des procédures de publicité foncière, a indiqué vendredi un communiqué du ministère. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coordination entre la profession notariale, l'administration du domaine national, ainsi que les services du Trésor public et des impôts, ajoute la même source. Lors de cette réunion, Faïd a mis en avant «les progrès réalisés» en matière de numérisation de l'administration du domaine national et des services proposés via le portail numérique «Fada El Djazair», qui offre des solutions innovantes aux citoyens et aux professionnels. Il a également évoqué «le projet d'élaboration d'un livret foncier électronique qui permettra de réaliser un saut qualitatif dans la modernisation du secteur». Le ministre a également rappelé les nouvelles dispositions contenues dans la loi de finances 2025, notamment l'obligation d'effectuer les transactions immobilières par le biais de moyens de paiement bancaires scripturaux, ce qui «représente un pas important pour lutter contre le marché informel et renforcer la transparence». Selon Faïd, «le ministère des Finances poursuivra ses efforts pour renforcer la coordination avec la Chambre nationale des notaires, étant un partenaire clé dans l'administration du domaine nationale et des impôts», ajoutant que cette réunion est la 3e du genre durant l'année en cours, ce qui reflète l'importance accordée par le ministère à cet organisme. Le ministre a affirmé que l'année 2025 sera une étape cruciale dans le processus de numérisation de l'administration et de la modernisation des services, avec un rôle central de la Chambre nationale des notaires et des chambres régionales en la matière. Dans ce contexte, le directeur général du domaine national a présenté un exposé sur l'état de l'élaboration et de la délivrance des livrets fonciers pour 2024, ainsi qu'un exposé exhaustif sur les projets numériques déjà lancés et ceux qui en préparation, tout en relevant leur importance pour faciliter le travail des notaires et améliorer de la qualité des services. De son côté, le président de la Chambre nationale des notaires a exprimé sa gratitude envers les services du ministère des Finances pour l'ouverture de canaux de partenariat et de coopération, mettant en avant les efforts du secteur financier dans «l'organisation de formations sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, en coordination avec la cellule de traitement du renseignement financier (CTRF)», des efforts qui «renforceront la transparence dans les transactions immobilières», ajoute le communiqué. Au terme de la réunion, Faïd a appelé à intensifier la sensibilisation à l'importance de l'utilisation des moyens de paiement bancaires scripturaux dans les transactions immobilières, réaffirmant «l'engagement politique solide pour réussir les efforts de numérisation et de modernisation», selon la même source. Dans le même sillage, il a appelé toutes les parties prenantes à s'engager pleinement dans cette démarche, faisant de 2025 une étape centrale dans l'histoire de l'administration financière algérienne, conclut le communiqué du ministère des Finances.

CNMA

Signature d’une convention cadre de partenariat avec le groupe “EATAH”

La Caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA) a signé une convention cadre de partenariat avec le groupe "EATAH" spécialisé dans les travaux d'aménagement hydrauliques, les travaux publics et bâtiments, a indiqué un communiqué de cette caisse. Cette convention a été signée jeudi au siège de la CNMA à Alger, par le Directeur général (DG) de la CNMA, Cherif Benhabiles et le DG du groupe "EATAH", Moumen Akhrouf, en présence du président de la Confédération nationale du patronat Algérien "CNPA" Mohand Said nait Abdelaiz. Elle vise la prise en charge par la CNMA, de l'ensemble du patrimoine, ainsi que les responsabilités concourantes à la réalisation de l'objet économique du groupe EATAH et de ses filiales, ajoute le communiqué. "C'est dans la continuité de sa stratégie d'accompagnement et de développement des activités assurantielles avec les opérateurs économiques, que la CNMA vient de concrétiser un partenariat avec le groupe "EATAH" spécialisé dans les travaux d'aménagement hydrauliques, les travaux publics et bâtiments, pour la prise en charge par la CNMA, de l'ensemble du patrimoine, ainsi que les responsabilités concourantes à la réalisation de l'objet économique du groupe "EATAH" et de ses filiales", selon le communiqué. La CNMA s'engage à mettre à la disposition du groupe "EATAH" une gamme complète de produits d'assurance adaptés à ses activités et besoins et un accompagnement soutenu pour la pérennisation et au développement du groupe, précise la même source.

113E RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'OPAEP

Le ministre d’Etat, ministre de l’Energie aujourd’hui au Koweït

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, prendra part, dimanche au Koweït, à la 113e réunion du Conseil des ministres de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP), indique samedi un communiqué du ministère. La réunion examinera "nombre de points importants inscrits à l'ordre du jour, notamment l'adoption de la décision ministérielle relative au projet de restructuration et de développement des activités de l'organisation et l'approbation du budget de l'organisation pour l'exercice 2025", précise le communiqué. Parmi les points à l'ordre du jour, figurent également "l'examen des rapports élaborés par le Secrétariat général de l'organisation sur les

évolutions mondiales dans le secteur du pétrole et du gaz et l'examen des projets lancés par l'organisation, en particulier ceux liés au renforcement des systèmes d'information et aux programmes de formation". Lors de la réunion, les participants discuteront aussi d'initiatives telles que la promotion de l'économie circulaire du carbone et examineront le rapport du Secrétaire général sur les activités de l'organisation en 2024, ainsi que la décision d'augmentation de la valeur du prix de la recherche scientifique pour encourager l'innovation et la recherche dans le domaine de l'énergie et du pétrole, selon le ministère. La réunion sera en outre "l'occasion de renforcer la coopération régionale arabe dans le secteur de l'énergie et

du pétrole et de suivre les évolutions mondiales dans ce domaine vital", souligne le communiqué. L'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole a été créée en tant qu'organisation arabe régionale à caractère international en vertu d'un accord signé à Beyrouth, le 9 janvier 1968, en vue de renforcer la coopération entre les Etats membres dans différentes activités économiques liées à l'industrie pétrolière. L'OPAEP s'emploie à mettre en place des mécanismes garantissant la protection des intérêts légitimes de ses membres, individuellement et collectivement, et à créer un climat favorable à l'investissement dans l'industrie pétrolière au sein de ses Etats membres, conclut le communiqué.

TRANSPORT URBAIN

Signature prochaine d’une convention avec la SNVI pour l’acquisition de bus

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud a annoncé, jeudi à l'Assemblée populaire nationale (APN), la signature prochaine d'une convention avec la Société nationale des véhicules industriels (SNVI), pour l'acquisition de bus fabriqués localement, afin de répondre aux besoins des entreprises publiques de transport urbain dans les différentes wilayas du pays. Lors d'une plénière consacrée aux questions orales, présidée par Ahcene Hani, vice président de l'APN, M. Sayoud a précisé que "dans le cadre du programme stratégique visant à satisfaire les besoins des citoyens en matière de transport urbain, le ministère des Transports a lancé une opération de renforcement du parc des établissements publics de transport urbain par l'ac-

quisition de nouveaux bus qui seront fabriqués par la SNVI". Et d'ajouter que la convention qui sera signé prochainement avec la société prévoit la fabrication de 104 bus destinés au transport urbain public dans les wilayas de Constantine, Oran et Annaba, soulignant qu'une quantité supplémentaire sera produite ultérieurement pour les wilayas restantes connaissant un déficit dans ce domaine. Le ministre a indiqué que selon les responsables de la SNVI, la fabrication de ces bus débutera dès le mois d'avril prochain. Cependant, l'effort déployé par le secteur public doit être accompagné par le secteur privé, qui représente 95 % du secteur du transport urbain, a-t-il souligné appelant les acteurs privés à assumer leurs responsabilités en matière de renouvellement du parc de bus, sans attendre des avantages, notamment en ce qui concerne les exonérations douanières.

M. Sayoud s'est dit disposé au dialogue avec les représentants du secteur privé sur les différentes questions, afin de garantir un service de qualité pour les citoyens, tout en exhortant à l'utilisation de bus écologiques (fonctionnant à l'énergie propre). Il a rappelé qu'il y a une vision prospective pour le développement du secteur des transports confronté à de nombreuses difficultés, indiquant que son département ministériel est en train d'élaborer une feuille de route à cet effet qui sera présentée au gouvernement dans un proche avenir. Il a ajouté que les autorités avaient mis en place toutes les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs fixés. Le ministre a, en outre, assuré que des ateliers seront ouverts pour traiter toutes les questions soulevées, indiquant avoir donné des instructions aux directeurs des transports au niveau des wilayas pour s'engager pleinement dans cette démarche et améliorer leurs performances.

MONNAIE

La livre sterling baisse à cause d’un PIB décevant

La livre sterling recule vendredi, suivant la publication d'un produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni en baisse de 0,1% en octobre, en raison d'un repli de la production, annoncé vendredi par l'Office national des statistiques (ONS). Dans la matinée, la livre se replie de 0,33% face au billet vert, à 1,2632 dollar, et reflue de 0,40% par rapport à la monnaie européenne, à 82,92 pence pour un euro. Le PIB britannique a surpris à la baisse "pour la troisième fois au cours des quatre derniers mois", pointe un économiste, à cause d'une nouvelle vague de "faiblesse généralisée des services, de la production industrielle et du secteur de la construction". Le chiffre du PIB publié vendredi "est le dernier aperçu de l'économie britannique avant que la Banque d'Angleterre ne prenne sa dernière décision en matière de taux d'intérêt", jeudi prochain, rappelle un analyste. Selon l'analyste, la faible croissance au Royaume-Uni ajoutée aux "signes que l'inflation des salaires sera significativement plus faible l'année prochaine", pourrait conduire la BoE à accélérer ses réductions de taux en 2025. La BoE prévoyait jusqu'à présent une croissance de 1% en 2024, et de 1,5% en 2025. Pour que l'objectif soit tenu cette année il faudrait que le PIB cumulé des mois de novembre et décembre atteigne 0,4%. Un chiffre "improbable" selon les analystes.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	-0,18	-0,62	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 350,00	2350,00	0,00	1,25	2,14	7,05	7,66	1058	2 486 300,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 240,00	2240,00	0,00	-1,05	-1,94	11,78	5,58	2751	6 162 240,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-4,46	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-13,38	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وإسعة الاستهلاك ليوم 11 ديسمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date : 11 décembre 2024

Produits	Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة ² دج / كغ		المنتجات	
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	71	82	60	البطاطا	خضروات طازجة
	Tomate	72	80	64	الطماطم	
	Oignon sec	49	56	42	البصل الجاف	
	Ail sec	473	543	403	الثوم الجاف	
	Carotte	68	78	58	الجزر	
	Navet	81	91	72	لفت	
	Choux fleur	74	83	64	قرنبيط	
	Choux	72	81	63	الكرونب	
	Courgette	137	151	124	الكوسية	
	Haricot vert	157	174	141	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	91	104	78	الخس	فواكه طازجة
	Clémentine	142	184	100	المكليموتين	
	Orange	125	165	85	البرتقال	
	Citron	129	148	110	الليمون	
	Pomme locale	378	482	275	التفاح المحلي	
	Datte	504	635	372	التمر	
	Grenade	162	186	137	الرمان	
Produits d’origine animale	Banane	479	494	464	الموز	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1780	1911	1649	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	408	421	395	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	92	حليب البقر (لتر)	

L'ALGÉRIE À L'HORIZON 2030

Vers une économie innovante et durable

À l'horizon 2030, l'Algérie se tourne résolument vers l'innovation pour bâtir une économie résiliente et durable. Cette orientation repose sur une vision claire, qui met l'accent sur l'encouragement de l'entrepreneuriat, le renforcement du secteur privé, la stimulation de la création d'entreprises et le développement des compétences locales. L'objectif global est de préparer l'économie à relever les défis futurs tout en assurant sa durabilité, comme l'a souligné Youcef Bouznada, président de la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB).

Par Mourad A.

Lors de la Rencontre Nationale des Défis Économiques, un événement annuel devenu un moment crucial pour l'avenir économique du pays, Youcef Bouznada a mis en avant les avancées significatives réalisées par l'Algérie ces dernières années. Ces progrès sont le fruit de réformes profondes et de politiques ambitieuses menées dans des secteurs vitaux de l'économie. Le thème de cette édition, "Faire face aux défis économiques du futur", reflète l'engagement à aborder les enjeux à venir avec des solutions innovantes, afin de construire un avenir économique solide et capable de répondre aux exigences de demain. Selon Bouznada, ces réformes ont permis des avancées concrètes et mesurables, reconnues à l'échelle internationale par les institutions économiques. "Aujourd'hui, l'Algérie s'affirme comme une puissance économique en Afrique, avec l'ambition de se hisser à la première place du continent dans les années à venir. Cependant, ces réussites ne doivent pas être vues comme une fin en soi, mais comme un tremplin pour aller encore plus loin. Nous restons déterminés à poursuivre notre marche en avant, à surmonter de nouveaux défis et à offrir à nos citoyens un avenir plus prospère

et durable", a-t-il précisé.

D'après le président de la COSOB, l'objectif principal de cette rencontre est de rechercher ensemble des solutions aux défis économiques futurs. Il est essentiel, selon lui, de préparer l'économie nationale à s'adapter aux transformations mondiales, en anticipant les besoins des prochaines années.

Cette rencontre constitue ainsi un espace stratégique pour échanger des idées, débattre des défis actuels et identifier les opportunités prometteuses. Ce rendez-vous est un lieu où se rencontrent les acteurs clés du paysage économique algérien, un véritable carrefour de réflexion pour renforcer l'économie nationale en la diversifiant et en la rendant plus robuste. L'intervenant a également souligné que la coopération constructive entre les secteurs public et privé y joue un rôle fondamental pour garantir un développement harmonieux et durable.

Dans un monde en pleine mutation, l'Algérie doit relever des défis mondiaux majeurs, a affirmé Bouznada. L'accélération technologique, avec l'émergence de l'intelligence artificielle, modifie en profondeur nos modes de pensée et d'action. Les changements climatiques, qui exigent des réponses urgentes, ainsi que les tensions géopolitiques fragilisant la

stabilité des marchés internationaux, sont autant de défis auxquels le pays doit faire face. Dans ce contexte, la responsabilité des élites nationales est essentielle. Il est impératif d'adopter une réflexion stratégique et de renforcer la coopération entre toutes les parties prenantes afin de concevoir des solutions novatrices garantissant un avenir radieux pour l'Algérie.

L'objectif de cette rencontre va bien au-delà de la simple analyse des défis actuels. Il s'agit d'explorer des solutions créatives permettant de transformer ces défis en réelles opportunités de croissance pour le pays. "Nous disposons de nombreux atouts à exploiter.

L'Algérie possède un riche héritage historique, des ressources naturelles abondantes et un capital humain précieux. Ces éléments, s'ils sont correctement valorisés, peuvent devenir les leviers d'un développement économique durable et inclusif", a-t-il souligné. Cette rencontre constitue un espace essentiel pour renforcer la cohésion nationale et encourager un travail collectif visant à anticiper les défis de demain. En transformant ces défis en opportunités, « nous pourrions bâtir une économie forte, diversifiée et résiliente. Ensemble, avec ambition et créativité, nous façonnerons l'avenir économique de l'Algérie».

AÉROPORT INTERNATIONAL D'ALGER

Plus de 10 millions de voyageurs prévus durant l'année 2024

Le président directeur général (Pdg) de la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger (SGSIA), Mokhtar Said Mediouni, a révélé que le trafic des voyageurs à l'Aéroport international d'Alger dépassera les 10 millions de personnes d'ici la fin de l'année 2024, grâce aux facilitations décidées par les hautes autorités du pays dans le domaine du transport aérien. Intervenant lors de la 2e édition de la Conférence économique, organisée, jeudi, sous le thème "Les défis économiques mondiaux", M. Mediouni a affirmé que "plus de 10 millions de voyageurs sont prévus d'ici la fin de l'année 2024", grâce aux facilitations instaurées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le domaine du transport aérien, notamment celles destinées à encourager la communauté algérienne établie à l'étranger à venir dans leur pays, outre les simplifications des procédures d'obtention du visa au bénéfice des étrangers. Par ailleurs, l'Aéroport d'Alger vise à "devenir un hub régional grâce à ses atouts, notamment au regard de la position stratégique de l'Algérie proche de l'Europe, faisant d'elle un transit principal pour le transport des voyageurs et des marchandises dans le monde". Pour ce faire, M. Mediouni a insisté sur la nécessité de "généraliser la numérisation des services de l'aéroport et d'intégrer des applications d'intelligence artificielle afin d'optimiser les opérations quotidiennes tout en garantissant le confort et la sécurité aux voyageurs". A cette occasion, le même responsable a mis en avant l'importance que son établissement accorde à l'amélioration continue de la qualité des services fournis au niveau du plus grand aéroport en Algérie. Il a annoncé, à ce titre, l'introduction de nouveaux services à l'instar des salles d'allaitement répondant aux normes sanitaires, la création de zones de Duty-Free ainsi que d'autres facilitations à même de faire de l'aéroport une destination mondiale. Concernant la Conférence économique, qui a rassemblé des directeurs d'organismes publics activant dans plusieurs domaines, elle a constitué une opportunité pour discuter des perspectives de l'économie mondiale et nationale par des opérateurs économiques algériens des secteurs public et privé, des académiciens et des acteurs dans la sphère financière et économique. La rencontre a également été marquée par l'organisation de séances et d'interventions présentées par des spécialistes en économie sur des thèmes variés, comme la numérisation, l'économie de la connaissance, les services bancaires, les financements, l'agriculture et la sécurité alimentaire.

R. E.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Saidal se lance dans production de la matière première dès 2025

Le Président-directeur général (PDG) du Groupe "Saidal", Ouassim Kouidri a annoncé le lancement de la production de la matière première pour la fabrication de médicaments dès l'année 2025, afin de faire de l'Algérie "un leader en Afrique et au Moyen-Orient" dans l'industrie pharmaceutique. Lors de son intervention à la 2e édition de la Conférence économique "Défis financiers mondiaux 2030", organisée, jeudi, sous le thème "Souveraineté alimentaire, inclusion financière et économie de la croissance", M. Kouidri a affirmé que Saidal entamera, à partir de 2025, la production des matières premières pour les médicaments dès 2025 avec la mise en service des unités de productions dédiées à cet effet, afin de faire de l'Algérie "un leader en Afrique et au Moyen-Orient dans l'industrie pharmaceutique". Pour concrétiser cet objectif, le plan d'action du groupe public vise, selon l'intervenant, à "produire la matière première de 50 produits, dès 2025,

comme première étape, avant d'élargir à d'autres produits à moyen terme". Quant à la stratégie d'exportation de Saidal, M. Kouidri a précisé que le groupe "a réussi, en 2024, à enregistrer ses produits dans 13 pays africains et à accéder à de nouveaux marchés, en dépit des difficultés et la concurrence rencontrées". A l'avenir, le groupe ambitionne de "s'étendre vers des marchés mondiaux, au-delà de l'Afrique, en misant sur la pro-activité, l'étude minutieuse et la spécificité de chaque marché cible et le développement logistique". Le chiffre d'affaires du Groupe devrait atteindre 23,5 milliards de DA d'ici la fin de cette année, enregistrant ainsi une hausse de 23% par rapport à l'année dernière, grâce à l'investissement dans l'augmentation du volume de production de différents médicaments, a ajouté le PDG dans une déclaration à la presse. M. Kouidri a rappelé, dans ce sens, les principaux projets que "Saidal" s'attèle à réaliser, notamment le projet de la

thérapie cellulaire à Sidi Abdallah. Ce traitement innovant, apparu il y a 20 ans, vise à prendre en charge plusieurs maladies complexes comme le cancer, les AVC, les brûlures et la sclérose en plaques. Grâce à cette technique, Saidal aspire à devenir "un leader dans la région Moyen Orient et Afrique du nord en matière de fabrication de médicaments". La rencontre a été ponctuée par plusieurs séances et conférences portant sur différents thèmes en rapport avec l'économie mondiale et national. Intervenant à cette rencontre qui a vu la participation de représentants de plusieurs instances, d'experts et de spécialistes, le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), Youcef Bouznada, a souligné l'importance de la prospective pour construire une économie nationale diversifiée. De son côté, l'expert en économie, Nazim Sini, organisateur de l'événement, a souligné que l'économie nationale a enregistré récemment des

bonds qualitatifs, grâce aux réformes profondes et aux politiques ambitieuses engagées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Dans son intervention, le PDG de la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX), Zohir Laiche, a mis en exergue le rôle axial de son entreprise dans l'accompagnement des opérateurs algériens vers les marchés internationaux, soulignant l'importance pour ces opérateurs de maîtriser toutes les données économiques pertinentes. Le président de la Confédération des industriels et producteurs algériens (CIPA), Abdelouahab Ziani, a estimé que le développement des industries agroalimentaires peut contribuer, dans une large mesure, au renforcement de la sécurité alimentaire de l'Algérie, soulignant l'importance de garantir les financements nationaux et internationaux pour la relance de ce secteur stratégique et la réalisation du développement durable.

SÉTIF

399 foyers ruraux raccordés au réseau électrique dans les communes de Hammam Sokhna et de Taya

Au total, 399 foyers ruraux ont été raccordés, jeudi, au réseau de distribution de l'électricité dans les communes de Hammam Sokhna et de Taya (sud de la wilaya de Sétif), a-t-on appris auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz. "Dans le cadre du programme de commémoration du 64e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960, pas moins de 399 foyers ont été raccordés au réseau d'électrification rurale dans les communes de Hammam Sokhna et de Taya, sous l'égide du wali, Mustapha Limani", a indiqué la responsable de la cellule d'information de la cette direction, Sabah Bourokba. Elle a précisé, dans ce contexte, que "177 foyers ont été raccordés dans les zones d'Ouled Hellal et d'Ouled Azzem (Hammam Sokhna) moyennent un investissement public de plus de 78 millions de dinars, en plus de 128 foyers de la mechta Lemkhalfa (Taya), pour un montant de 77 millions de dinars et de 94 foyers d'Ouled Adouane (Taya) pour 54 millions de dinars, le tout dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales". La même source a fait savoir, par ailleurs, que "85 foyers ruraux du village de R'mada (commune de Hammam Sokhna) ont été raccordés au réseau du gaz naturel, portant le taux de couverture à 96% dans cette collectivité locale". (APS) 19363/204/253 APS 121510 ALG Dec 24 npnp14ndnd NNNN

TINDOUF

Ouverture des travaux du séminaire national sur Gara Djebilet

Les travaux du séminaire national intitulé "Gara Djebilet : renforcer les capacités des jeunes en formation et en recherche scientifique", ont débuté, vendredi à Tindouf, avec la participation de plus de 150 jeunes, experts et enseignants universitaires venus des différents wilayas du pays.

Organisé par le Conseil supérieur de la Jeunesse (CSJ), à travers la commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique du CSJ et parrainé par le Groupe "SONAREM", ce séminaire, qui se poursuit sur deux jours, permettra aux jeunes de découvrir les perspectives prometteuses qu'offre le projet d'exploitation de la mine de Gara Djebilet, selon les participants. Ce projet est perçu comme un levier pour la relance économique, tout en créant des opportunités d'emploi, de sous-traitance et de création de micro entreprises tant pour les jeunes de la région que pour l'ensemble des jeunes algériens. A ce propos, le vice-président du CSJ, Anis Ailloul a précisé que "cette rencontre s'inscrit dans le cadre du programme national élaboré par le CSJ pour les années 2024/2025, visant à renforcer les compétences et à explorer les opportunités disponibles à travers le projet d'exploitation de la mine de Gara Djebilet, dans les domaines de recherche, de la formation et de l'investissement, notamment en ce qui concerne les startups et les micro-entreprises". Ce projet structurant "aura des retombées sur la wilaya de Tindouf et sur l'économie nationale en générale, en explorant

différentes opportunités pour renforcer les efforts consentis par les institutions de l'Etat, conformément à la stratégie et à la volonté politique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à insuffler une nouvelle dynamique à l'activité économique en Algérie, à commencer par Gara Djebilet", a-t-il affirmé. De son côté, le président de la commission de l'éducation, de la formation, de l'enseignement et de la recherche scientifique, Seifeddine Radjaï, a indiqué que "la participation d'un grand nombre de jeunes à ce séminaire vise en premier lieu à mettre en place de nouveaux mécanismes, en vue de développer cette région, à travers l'exploitation du projet de Gara Djebilet qui constitue un souffle nouveau pour l'économie nationale". A ce titre, a-t-il ajouté, "le projet de Gara Djebilet, après avoir été un défi pendant de longues années, est désormais une réalité grâce à la volonté politique des hautes autorités du pays. Cela exige, aujourd'hui, d'une étude approfondie de toutes les options et l'ouverture des instituts et universités algériens à des spécialités en adéquation avec ce projet d'envergure, qui nécessite plus de 52% de main-d'œuvre spécialisée". Prési-

dant l'ouverture du séminaire national, le wali de Tindouf, Mustapha Dahou, a affirmé que "le séminaire permettra aux jeunes venus de différentes régions du pays, de se concerter, d'échanger et d'effectuer des visites de terrain à Gara Djebilet, en compagnie des jeunes de la wilaya, dans l'objectif de mettre en exergue les perspectives d'investissement offertes par cette mine à court, moyen et long terme". Il convient de noter qu'au terme du 1er jour du séminaire, une excursion a été programmée au village de Hassi Mounir, situé à environ 200 km du chef-lieu de la wilaya de Tindouf, pour faire découvrir aux jeunes participants, les potentialités économiques et touristiques de la région. Selon le programme prévu, le séminaire bénéficie de l'encadrement de cadres du groupe SONAREM et des entreprises nationales affiliées. Des directeurs généraux du secteur de l'énergie et des mines ainsi que des membres de clubs scientifiques et d'instituts de formation professionnelle participent également à cet événement. Une séance de dialogue de haut niveau est prévue, samedi, dans la salle des réunions de la wilaya, avant la lecture de la déclaration finale et des recommandations.

MÉDÉA/APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

Le ministre souligne la nécessité d'accélérer la réalisation des projets en cours

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a souligné lors d'une réunion, jeudi, avec le wali de Médéa, Djilali Doumi, la nécessité d'accélérer la mise en œuvre des projets en cours pour améliorer l'approvisionnement des habitants de la wilaya en eau potable, indique un communiqué du ministère. Cette réunion, qui s'est tenue au siège du ministère en présence des

cadres centraux et locaux, a été l'occasion d'évoquer "l'état du service public de l'approvisionnement en eau potable dans la wilaya, en vue d'évaluer les performances actuelles et de relever les défis du secteur en élaborant une feuille de route à cet effet". La rencontre a permis d'aborder plusieurs axes principaux, dont l'amélioration de la distribution et de l'approvisionnement de la population en eau

potable et la maintenance et la modernisation des réseaux et infrastructures hydrauliques. A cette occasion, M. Derbal a insisté sur l'importance de la coordination entre les différentes instances pour garantir un service de qualité aux citoyens, soulignant "la nécessité d'accélérer la réalisation des projets en cours tout en respectant les normes techniques et les délais fixés". De son

côté, le wali de Médéa a assuré qu'il mobilisera tous les moyens nécessaires pour améliorer le service public de l'eau dans la wilaya, selon le communiqué. Cette réunion, qui participe du "suivi continu du service public de l'eau", s'inscrit dans le cadre des "rencontres de coordination visant à améliorer les performances du secteur de l'hydraulique et à promouvoir le développement durable au niveau local".

BATNA

Plus de 950 millions de DA alloués à la réhabilitation et à l'équipement des structures relevant de la wilaya déléguée de Barika

Plus de 950 millions de dinars ont été alloués à une opération de réhabilitation et d'équipement des structures relevant de la wilaya déléguée de Barika, a indiqué, jeudi, le wali de Batna, Mohamed Benmalek. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, en marge d'une visite d'inspection des projets en réalisation dans la commune de Batna, que cette enveloppe a été mise en place dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales pour permettre à la wilaya déléguée de

Barika de disposer des directions et des structures nécessaires à son fonctionnement. Dans ce cadre, 18 immeubles ont été recensés, dont 13 feront l'objet d'opérations de réhabilitation et de restauration, les 5 restants étant en bon état, a ajouté M. Benmalek, précisant que les bâtiments répertoriés abriteront, après réhabilitation et équipement, les sièges de la wilaya déléguée et de la daïra, ainsi que 20 directions et structures déléguées. Le chef de l'exécutif local a affirmé que les autorités ont pris toutes les procédures techniques

et administratives relatives à cette action qui fait l'objet d'un suivi, afin que l'opération dans son ensemble soit achevée "fin février prochain au plus tard". Le wali, qui a également fait part du recensement des habitations devant servir de logements de fonction pour les responsables de la wilaya déléguée, a souligné que quatre directions déléguées sont déjà installées et opérationnelles en attendant l'achèvement de l'opération de réhabilitation et d'équipement du reste des immeubles.

GHARDAÏA

Plus de 2.100 victimes de piqûres de scorpion aux neuf premiers mois de 2024

At moins 2.119 personnes ont été victimes de piqûres de scorpion, entre le 1er janvier et le 30 septembre de l'année en cours, dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de la Santé et de la Population (DSP). La commune de Guerrara détient le triste record à l'échelle de wilaya des cas d'envenimation du scorpion avec 533 cas, suivie des communes de Métlili (421), Ghar-

daïa (281), Zelfana (233), Daya Ben-Dahoua (207), Bounoura (136) et Seb-Seb (88), révèlent les statistiques de la DSP. Les enfants de 1 à 15 ans vivant en milieu rural restent les plus exposés au scorpion et à l'inoculation accidentelle de leur venin, a-t-on précisé. Selon le DSP de Ghardaïa, Ahmed Zenati, "les piqûres de scorpions connaissent une hausse durant la période estivale, en raison du climat aride de la région, de

l'insalubrité et de la dégradation de l'environnement". La problématique des piqûres de scorpions ne concerne pas uniquement le secteur de la Santé, mais interpelle à "la conjugaison des efforts et la coordination entre les services d'hygiène et de l'environnement, impliquant les communes, les élus, et les acteurs de la société civile", a souligné M. Zenati. "L'envenimation scorpionique reste un pro-

blème de santé publique dans la wilaya, malgré la forte densité de la couverture sanitaire de proximité répondant aux exigences des cas d'envenimation, avec la disponibilité de l'antidote (sérum) dans les différentes localités de la wilaya", a fait savoir le DSP. La wilaya de Ghardaïa a enregistré durant toute l'année 2023, pas moins de 2.317 cas de piqûres de scorpion, selon les données de la DSP.

Pourquoi l'Afrique devrait accélérer le développement de l'industrie de l'hydrogène vert

Le nouveau rapport de l'Hydrogen Council suggère que l'augmentation de la production d'hydrogène renouvelable en Afrique pourrait répondre aux besoins domestiques en électricité et faire du continent un exportateur mondial important.



Kudrat Wadhwa (*)

Le développement de la production d'hydrogène renouvelable en Afrique permettrait aux États africains de répondre à leurs besoins domestiques en électricité tout en devenant un exportateur majeur pour répondre à la demande mondiale croissante, selon un nouveau rapport de l'Hydrogen Council.

Coécrit par McKinsey, The Africa Hydrogen Opportunity souligne que l'Afrique est exceptionnellement bien positionnée pour produire de l'hydrogène renouvelable et ses dérivés grâce à ses ressources solaires, éoliennes, géothermiques et hydroélectriques de niveau mondial.

13 millions d'emplois d'ici 2050

La production rentable d'hydrogène renouvelable pourrait accélérer le déploiement de l'énergie renouvelable à usage domestique sur l'ensemble du continent, soutenant ainsi le développement industriel et la transition énergétique. Dans le même temps, le développement des industries d'exportation d'hydrogène renouvelable dans les pays africains pourrait capter une part importante du marché mondial.

L'industrie de l'hydrogène peut créer quelque 13 millions d'années d'emploi dans les pays africains d'ici le milieu du siècle, y compris des emplois liés à la fois à la construction et à l'exploitation des sites d'énergies renouvelables, des installations de production d'hydrogène, des usines de conversion et des infrastructures d'exportation. Rien qu'en Afrique du Sud, l'économie de l'hydrogène pourrait ajouter 3,6 % au PIB du pays d'ici à 2050 et créer quelque 370.000 emplois, comme l'a souligné le ministère sud-africain de la Science et de l'innovation lors de la récente réunion du Conseil de l'hydrogène à Johannesburg. Yoshinori Kanehana, président du conseil d'administration de Kawasaki Heavy Industries et coprésident du Conseil de l'hydrogène, estime qu'il est important de développer les énergies renouvelables en même temps que des infrastructures solides, car cela permet de libérer l'immense potentiel de l'Afrique pour produire de l'hydrogène renouvelable à un coût compétitif. « Avec une base solide d'énergie renouvelable et d'infrastructures, l'Afrique pourrait fournir un approvisionnement domestique fiable en énergie propre tout en tirant parti de ses ressources pour devenir un important exportateur d'hydrogène renouvelable pour la décarbonation mondiale », précise-t-il.

Un coût de production plus élevé

Toutefois, le rapport constate que les coûts de financement plus élevés, les infrastructures et la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée constituent actuellement un obstacle en Afrique par rapport à d'autres régions, ce qui rend le coût de production de l'hydrogène prévu pour les pays africains plus élevé que celui du Moyen-Orient et de l'Australie.

« La libération du potentiel de l'hydrogène renouvelable en Afrique nécessitera des efforts coordonnés entre les secteurs public et privé. En travaillant ensemble à la création d'un cadre économique et juridique favorable qui contribue à atténuer les risques et à faciliter les investissements, nous pourrions tirer parti des avantages économiques tout en accélérant la transition énergétique dans le monde », estime Sanjiv Lamba, PDG du groupe américano-allemand Linde et coprésident du Conseil de l'hydrogène, une organisation qui compte aujourd'hui quelque 140 entreprises sur l'ensemble de la chaîne de valeur mondiale de l'hydrogène, y compris de grandes multinationales, des PME innovantes et des investisseurs.

Si l'Afrique devait s'emparer d'une part estimée à 15% du volume des échanges de l'hydrogène propre et de ses dérivés, grâce à des stratégies de compétitivité et de diversification des importations sur le marché mondial des matières premières, cela se traduirait par 1 Mtpa (million de tonnes per Annum) d'équivalents hydrogène exportés vers l'Europe et l'Asie en 2030, qui passeraient à 5 Mtpa en 2040 et à 11 Mtpa en 2050. En outre, l'avitaillement en carburants dérivés de l'hydrogène sur les principales routes maritimes pourrait représenter 2 Mtpa.

D'après les experts de McKinsey, pour parvenir à une économie africaine de l'hydrogène de cette taille, il faudrait disposer d'un capital supplémentaire total de plus de 400 milliards de dollars. Combinées, toutes les exportations de produits à base d'hydrogène pourraient augmenter la valeur des exportations de l'Afrique de plus de 15 milliards de dollars par an d'ici à 2050.

Concernant la demande intérieure, 75 % de la consommation d'hydrogène en Afrique pourrait être captée par les secteurs de la chimie, du raffinage et des transports, couvrant ainsi une consommation totale de 6,5 Mtpa d'ici 2050.

SOURCE : la Tribune Afrique

400 milliards de dollars d'investissements

LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE
CCG ET LE JAPON

Une délégation saoudienne participe au premier cycle de négociations

L'Autorité générale du commerce extérieur a dirigé la délégation saoudienne lors du premier cycle de négociations en vue d'un accord de libre-échange entre le Conseil de coopération du Golfe et le Japon, qui s'est déroulé du 10 au 12 décembre. Représentée par Fareed bin Saeed Al-Asali, gouverneur adjoint pour les accords et les organisations internationales et chef de l'équipe de négociation saoudienne, la délégation saoudienne supervise l'avancement des négociations. Elle se compose de neuf sous-comités axés sur les marchandises, les services, les textes et dispositions générales, le commerce électronique, la propriété intellectuelle, les marchés publics, les règles d'origine, l'investissement et l'évaluation économique. Les sous-comités comprennent des membres de 46 entités gouvernementales qui travaillent ensemble pour préparer les positions de négociation du Royaume lors des discussions au sein de l'Organisation mondiale du commerce, des accords de libre-échange et des initiatives connexes. En 2023, les échanges commerciaux entre l'Arabie saoudite et le Japon s'élevaient à environ 6 000 milliards de yens (41 milliards de dollars). Le Royaume exporte principalement des produits minéraux et des produits chimiques organiques, tandis que le Japon exporte surtout des véhicules et des machines, ainsi que leurs pièces détachées respectives. Le GAFT joue un rôle important dans le renforcement de la présence de l'Arabie saoudite dans le monde et dans sa participation active aux organisations internationales pour atteindre des objectifs communs.

MAURITANIE

Lancement du portail national des marchés publics

Le ministre de la transformation numérique, de l'innovation et de la modernisation de l'administration, M. Ahmed Salem Bede, en présence du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances chargé du budget, M. Codioro Moussa N'Guenor, a supervisé, à Nouakchott, le lancement du portail officiel des marchés publics intitulé : « Le portail des marchés publics : Plus de transparence et d'égalité des chances ».

Organisé par l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP), en collaboration avec le ministère de la Transformation numérique, de l'Innovation et de la Modernisation de l'administration, l'événement vise à assurer un meilleur respect des principes de libre accès à la demande publique, d'égalité entre les candidats et de transparence des procédures. Ce portail offre un accès complet et équitable à toutes les informations relatives aux marchés publics, y compris les plans de passation des marchés, les annonces d'appels d'offres et leurs résultats, des outils qui permettent aux acteurs du secteur de suivre les processus en toute transparence, renforçant ainsi la confiance dans les procédures en général. Supervisant le lancement du portail national des marchés publics, le ministre de la transformation numérique, de l'innovation et de la modernisation de l'administration a déclaré que la coïncidence de cet événement avec les célébrations marquant l'anniversaire de l'indépendance nationale représente une occasion de renouveler les valeurs d'unité, de souveraineté et de progrès, et de traduire ces valeurs dans la pratique à travers le lancement du portail national des marchés publics.



Il a ajouté que cette réalisation s'inscrit également dans le cadre de l'engagement pris par le Premier ministre, M. Mokhtar OuldDiay, devant le Parlement lors de la présentation du programme du gouvernement, où il a affirmé sa volonté de développer l'administration publique et de réaliser des réformes fondamentales dans les domaines vitaux ; notant que le lancement du portail national des marchés publics et la première phase du système de passation électronique des marchés reflètent la volonté du gouvernement de mettre en

œuvre ce qui a été promis et de le réaliser au cours du dernier trimestre de 2024. Le ministre a conclu que la lutte contre la corruption occupe une place centrale dans le programme de réforme actuel du gouvernement et que ces outils numériques sont une réponse directe à cette priorité, car ils visent à renforcer la transparence, à assurer une gestion rationnelle des ressources publiques et à éliminer les pratiques abusives qui ont longtemps été un obstacle à la réalisation de la justice dans le domaine des marchés publics.

TUNISIE/INDUSTRIE 4.0

Plus de 500 entreprises tunisiennes accompagnées vers l'innovation

Lors d'un colloque organisé ce vendredi 13 décembre à Tunis, la ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Fatma Thabet-Chiboub, a présenté les résultats d'un baromètre visant à évaluer la préparation des entreprises industrielles à adopter l'industrie intelligente. L'événement a réuni des acteurs clés, notamment Lassad Ben Hssine, représentant résident de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), Hichem Turki, directeur général du pôle

technologique de Sousse, ainsi que des experts et représentants du secteur industriel, des start-ups et des bailleurs de fonds. Industrie 4.0 : Un outil pour la compétitivité et la durabilité Dans son allocution, Chiboub a affirmé que l'industrie intelligente 4.0 et la numérisation constituent des leviers indispensables pour améliorer la productivité des entreprises tunisiennes et renforcer leur positionnement sur les marchés internationaux. Elle a souligné que le baromètre récemment réalisé met en lumière les

niveaux de préparation des entreprises, tout en identifiant les besoins pour accélérer cette transition. « Nous devons tirer parti des avancées technologiques et des solutions intelligentes pour bâtir une industrie durable, compétitive et intégrée aux chaînes de valeur internationales », a-t-elle déclaré. La ministre a également présenté les progrès réalisés dans le cadre de cette transformation dont : • Plus de 500 entreprises industrielles ont bénéficié d'un accompagnement technique pour intégrer des

solutions d'industrie intelligente 4.0. • 100 solutions intelligentes ont été développées. • 50 start-ups dédiées à l'industrie intelligente ont été créées et soutenues. • Des partenariats stratégiques ont été établis avec des entreprises internationales leaders dans les technologies intelligentes. Industrie 5.0 : Vers une économie bas carbone Chiboub a également insisté sur la nécessité de franchir une nouvelle étape avec l'industrie intelligente 5.0.

Cette vision intègre davantage la prise de décisions basées sur les données, l'optimisation des ressources, la réduction des déchets et la promotion d'une économie bas carbone. « Nous devons nous préparer dès aujourd'hui à relever les défis écologiques et énergétiques. Cela passe par une meilleure gestion des ressources et une réduction des coûts pour développer un tissu industriel innovant et résilient », a-t-elle ajouté.

ÉMIRATS ARABES UNIS

Une année exceptionnelle

Les Émirats Arabes Unis concluent une année 2024 exceptionnelle, marquée par une croissance économique sans précédent, des classements internationaux remarquables et le lancement d'un fonds de 300 millions d'AED pour soutenir les jeunes entrepreneurs. Retour sur une année de prospérité et d'innovations. Les Émirats Arabes Unis concluent une année 2024 exceptionnelle, marquée par une croissance économique sans précédent, des classements internationaux remarquables

et le lancement d'un fonds de 300 millions d'AED pour soutenir les jeunes entrepreneurs. Retour sur une année de prospérité et d'innovations. L'année 2024 a été marquée par un dynamisme sans précédent aux Émirats Arabes Unis, avec des avancées majeures dans divers domaines. De nouvelles ouvertures de restaurants et hôtels, des projets d'infrastructure ambitieux, des développements résidentiels et des innovations technologiques ont rythmé cette année. Dans une déclaration sur X, Son Al-

tesse le Cheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum, Vice-Président des Émirats Arabes Unis et Souverain de Dubaï, a qualifié cette année de « bénédictions, d'excellence, de prospérité et de stabilité », soulignant une croissance économique sans précédent. Les Émirats se sont classés premiers au niveau mondial dans 223 indicateurs internationaux de développement et dans le top cinq pour 444 indicateurs, couvrant des secteurs tels que l'environnement des affaires, l'économie, le commerce, la technologie, le tourisme

et l'investissement étranger. Lors de la dernière réunion du Cabinet, le Cheikh Mohammed a également annoncé la création du Conseil de l'entrepreneuriat des Émirats, dirigé par Alia Al Mazrouei, qui disposera d'un fonds de 300 millions d'AED pour soutenir les projets portés par les jeunes. Ces initiatives témoignent de la vigueur de l'économie émiratie et de l'engagement du pays à soutenir l'innovation et l'entrepreneuriat. Une année mémorable, reflet de la vision ambitieuse des Émirats.

CÔTE D’IVOIRE

La mine d’or Tongon cherche un nouveau souffle

Le canadien Barrick cherche un repreneur pour sa mine d’or Tongon en Côte d’Ivoire. Entrée en production en 2010 pour une durée de vie de 10 ans, la mine n’a pas été fermée en 2020 à cause des travaux d’exploration qui ont permis de prolonger sa durée de vie de quelques années.

En Côte d’Ivoire, la mine d’or Tongon est mise en vente par son propriétaire Barrick Gold, rapporte Bloomberg cette semaine. Si l’information n’a pas encore été confirmée par la compagnie, un rachat de l’actif entré en production en 2010 pourrait être l’occasion pour le prochain propriétaire de lui redonner un nouveau souffle. Lors de la mise en service en 2010, quelques mois avant le début de la crise postélectorale qui a déchiré la Côte d’Ivoire, Barrick avait prévu une durée de vie de 10 ans pour sa seule mine dans le pays. La fermeture en 2020 a ensuite été repoussée, grâce aux succès des travaux d’ex-

ploration de la compagnie qui a indiqué en 2023 que la mine entrerait finalement en régime de maintenance et entretien d’ici 2026. Selon la compagnie, la mine qui a livré 204 000 onces l’année dernière est « de moins en moins essentielle ». La reprise de Tongon par un nouvel acteur pourrait néanmoins prolonger à nouveau la durée de vie de la mine, comme plusieurs projets antérieurs l’ont déjà démontré en Afrique de l’Ouest. En Côte d’Ivoire par exemple, Endeavour a cédé en 2021 à Allied Gold la mine d’or Agbaou, jugée « non essentielle », selon les critères du premier producteur d’or en Afrique de l’Ouest. La mine est toujours en production et devrait

livrer entre 85 000 et 95 000 onces en 2024. Il convient de souligner qu’il n’y a actuellement aucune certitude que la mine sera effectivement vendue à un autre investisseur, avec à la clé une prolongation de sa durée de vie. En 2019 déjà, Barrick a tenté de vendre la mine sans succès. Notons que l’actuel processus de cession est mené depuis fin novembre avec l’appui de la Toronto-Dominion Bank. L’institution financière est chargée d’identifier des acheteurs et de solliciter des offres. Pour rappel, la mine Tongon est détenue à 89,7 % par Barrick, à 10 % par le gouvernement ivoirien et à 0,3 % par des investisseurs locaux.

AFRIQUE DU SUD

Pretoria accroît ses exportations de viande bovine en 2024

L’Afrique du Sud est le premier producteur et exportateur de viande bovine. Dans le pays, l’industrie locale qui se remet peu à peu de récentes épidémies de fièvres aphteuses enregistre de belles performances en 2024. Entre janvier et septembre 2024, les expéditions sud-africaines de viande bovine ont généré 136 millions \$, marquant une hausse de 25 % par rapport aux recettes générées au cours de la

même période l’année dernière. C’est ce qu’a révélé Wandile Sihlobo, économiste en chef de la Chambre des entreprises agricoles d’Afrique du Sud (Agbiz), le dimanche 8 décembre. D’après M. Sihlobo, cette performance s’explique principalement par la relance en 2024 de l’appareil productif qui était touché depuis 2021 par des épidémies de fièvre aphteuse qui ont été déclarées dans 6 des 9 provinces du pays. « Le

25 octobre 2024, le Département de l’Agriculture a déclaré que l’épidémie de fièvre aphteuse avait été résolue avec succès dans les provinces du Nord-Ouest, de l’État libre, du Gauteng et de Mpumalanga initialement touchées par l’épidémie. C’est cette amélioration dans le contrôle des maladies qui a contribué en partie à la reprise des exportations », souligne le responsable. Plus largement, la relance de l’industrie bovine

est une bonne nouvelle pour les autorités sud-africaines qui ambitionnent de diversifier leurs débouchés sur le marché international, en particulier au sein du groupe des BRICS, au Moyen-Orient et dans l’Union européenne. Pour l’heure, les principaux marchés d’exportation pour la viande bovine sud-africaine sont la Chine, l’Égypte, les Émirats arabes unis, la Jordanie, le Mozambique, le Koweït, le Qatar et l’Arabie saoudite.

LIBÉRIA

18,3 millions \$ de la BAD pour renforcer la mobilisation des recettes et la gouvernance

Le Conseil d’administration du Fonds africain de développement, le guichet de prêts concessionnels du Groupe de la Banque africaine de développement, a approuvé un financement de 18,3 millions de dollars pour renforcer les capacités du Libéria en matière de perception des recettes et de réformes de la gouvernance. Ce financement est destiné à mettre en œuvre le Projet d’appui institutionnel à l’amélioration de la mobilisation des recettes intérieures et la mise en œuvre des réformes qui vise à renforcer la génération de recettes intérieures, à améliorer les systèmes de gestion des finances publiques et à promouvoir la transparence et la responsabilité, en particulier dans le secteur des industries extractives. Le financement comprend un prêt de 9,6 millions de dollars du FAD-16, un prêt de 6,8

millions de dollars de la Facilité d’appui à la transition et une contribution en nature de 1,9 million de dollars du gouvernement libérien. Cette initiative souligne l’engagement de la Banque africaine de développement à favoriser la stabilité budgétaire, une gouvernance efficace et une croissance économique inclusive au Libéria. Le projet s’appuie sur les précédents programmes de gouvernance réussis de la Banque, notamment les Projets intégrés de réforme de la gestion des finances publiques, phase I et II, qui ont considérablement renforcé les systèmes de gestion fiscale du Libéria. Parmi les réalisations majeures figurent le renforcement de l’Autorité fiscale du Libéria et de l’Agence de renseignement financier, l’adoption de systèmes de gestion financière avancés et la mise en œuvre de poli-

tiques qui améliorent la performance des recettes nationales. Le projet capitalise sur ces succès pour relever les défis actuels en matière de mobilisation des recettes intérieures et de gouvernance. Il mettra en œuvre des interventions essentielles, notamment la numérisation des systèmes de recouvrement des impôts, la modernisation des procédures judiciaires pour la poursuite des délits financiers, le renforcement des mécanismes anticorruption et la mise à jour des politiques du secteur minier pour réduire les fuites fiscales. Ces approches stratégiques visent à créer un cadre de gouvernance plus robuste et transparent. Il renforcera également la capacité des organismes chargés de l’application de la loi à lutter contre les flux financiers illicites et à garantir le respect des obligations fiscales.

CROISSANCE AFRICAINE

44 pays dépasseront leurs performances de 2024

Le rapport souligne que les investissements directs étrangers devraient augmenter significativement sur le continent en 2025, grâce notamment à l’intérêt croissant des puissances étrangères pour les secteurs des mines, de l’énergie et de la logistique. 44 pays africains sur un total de 54 devraient réaliser l’année prochaine des taux de croissance supérieurs à ceux enregistrés en 2024, grâce notamment à l’amélioration des conditions financières, à la baisse de l’inflation, à la hausse des investissements étrangers et aux bonnes performances attendues des secteurs des services de l’industrie, a es-

timé The Economist Intelligence Unit (EIU) dans un rapport publié le mercredi 11 décembre. Intitulé « Africa Outlook 2025 : Driving investment opportunities amid political pressures », le rapport souligne que ces pays profiteront également de l’amélioration des perspectives du commerce mondial, du renforcement des échanges intra-régionaux et du soutien obtenu ces dernières années par les économies les plus vulnérables du continent pour lutter contre les déséquilibres économiques et les pressions liées à la hausse de la dette souveraine. Le rapport révèle également que 15 pays

africains, dont le Sénégal, le Rwanda, la Libye, la Côte d’Ivoire, l’Ouganda et l’Éthiopie figureront dans le Top 20 des économies qui devraient enregistrer les plus forts taux de croissance à l’échelle mondiale en 2025. Les investissements directs étrangers (IDE) devraient « augmenter significativement » en 2025, après plusieurs années de vaches maigres. Les secteurs des hydrocarbures, des mines, des énergies renouvelables, des technologies financières, des technologies de l’information et de la communication, de l’agro-industrie, de l’industrie pharmaceutique, du commerce électronique, de la logis-

tique et de l’industrie légère seront les principaux bénéficiaires des flux d’IDE. « Les entreprises étrangères continueront à tirer profit de l’expansion du secteur pétrolier et gazier en Afrique et de l’abondance des minéraux et métaux jugés essentiels pour la transition énergétique et numérique. En particulier, la compétition entre les États-Unis et la Chine pour augmenter leur influence et sécuriser l’accès aux ressources du continent restera intense en 2025, tout comme l’intérêt des pays arabes du Golfe pour le développement des hubs logistiques clés », souligne le rapport.

BÉNIN

Le prix d’achat du kilogramme de soja passe à 275 Fcfa en 2024/2025

Au Bénin, le soja est la principale culture oléagineuse produite. Pour la nouvelle campagne 2024/2025 qui bat déjà son plein, les exportations devraient être interdites.

Au Bénin, l’interprofession de la filière soja a fixé le prix d’achat du kilogramme de la graine à 275 Fcfa durant la campagne de commercialisation de 2024/2025 qui a débuté le 5 décembre dernier contre 270 Fcfa un an plus tôt. L’annonce a été faite au cours du Conseil des ministres qui s’est tenu le mercredi 11 décembre. Ladite campagne qui s’achèvera en avril 2025, sera la première marquée par l’entrée en vigueur de l’interdiction des exportations de l’oléagineux à destination du marché international. Cette mesure annoncée par le gouvernement depuis 2 ans vise à rendre disponible la matière première pour la transformation locale et améliorer la création de valeur ajoutée dans la filière.

Dans ce contexte, les autorités estiment que le défi pour l’actuelle campagne de commercialisation sera de lutter contre la sortie frauduleuse des produits vers des pays voisins. « Une telle situation porte préjudice à l’essor de la filière, aux efforts d’industrialisation en cours dans notre pays et à la création des nombreux emplois qui en résultent », peut-on lire dans le communiqué du Conseil des ministres. Si les prévisions de récoltes n’ont pas encore été annoncées, il faut noter que la filière est depuis 5 ans sur une pente ascendante. Selon les données compilées par la Direction de la statistique agricole (DSA), la récolte de soja a progressé de 15,17 % en moyenne par an entre 2019 et 2023 passant de 257 000 tonnes à plus de 520 900 tonnes.

POINT-MARCHÉS

L'Europe finit dans le rouge, prudence avant la Fed et une pluie d'indicateurs

Les Bourses européennes ont terminé en baisse vendredi, les investisseurs cherchant à évaluer le rythme des futures réductions des taux d'intérêt par la Banque centrale européenne (BCE) avant une nouvelle série d'indicateurs macroéconomiques la semaine prochaine, qui sera marquée en outre par la décision de politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed).

À Paris, le CAC 40 a perdu 0,15% à 7.409,57 points. À Francfort, le Dax a reculé de 0,17% et à Londres, le FTSE 100 a cédé 0,14%. L'indice EuroStoxx 50 a fini sur une baisse de 0,04%, le FTSEurofirst 300 a abandonné 0,48% et le Stoxx 600 a perdu 0,58%. Sur la semaine, le Stoxx 600 a abandonné 0,82% et le CAC 40 0,23%. Les marchés boursiers européens ont évolué sans grande conviction vendredi, les investisseurs digérant encore les commentaires de la BCE après la baisse des taux de jeudi et adoptant une attitude prudente avant plusieurs réunions de banques centrales prévues la semaine prochaine, en particulier celle de la Fed. "La communication (de la BCE) sur la trajectoire future des taux directeurs reste peu engageante", a déclaré Mariano Cena, analyste Barclays. "Le conseil des gouverneurs n'est pas encore prêt à indiquer qu'une position de politique neutre fait partie de l'horizon de décision immédiat." Les investisseurs ont également pris connaissance vendredi d'une série d'indicateurs qui n'incitent pas à l'optimisme: l'économie britannique s'est contractée de manière inattendue et les exportations allemandes ont chuté plus que prévu en octobre. En France, la nomination de François Bayrou comme nouveau Premier ministre par le président Emmanuel Macron, qui tente de mettre fin à la crise politique déclenchée par sa dissolution de l'Assemblée nationale, n'a pas modifié le cours prudent des marchés boursiers, alors que 2024 ne sera décidément pas une bonne année pour l'indice vedette de la Bourse de Paris. "Le CAC 40 devrait afficher cette année

la plus grande différence de performance par rapport au Dax depuis 31 ans", a déclaré Kathleen Brooks, analyste chez XTB. "La France étant toujours en proie à des troubles politiques, il sera difficile de réduire cet écart, même avec un nouveau Premier ministre", a-t-elle ajouté. Pour ajouter à la prudence, la dernière semaine avant Noël devrait être riche en données économiques, à commencer lundi par les indices PMI de la zone euro, qui seront particulièrement examinés après les chiffres sombres de novembre. Aux Etats-Unis, où la décision de politique monétaire est attendue pour mercredi, les marchés prévoient avec une quasi-certitude une baisse de 25 points de base des taux directeurs de la Fed mais sont perplexes pour la suite en raison de la persistance de l'inflation.

Valeurs

À la Bourse de Paris, Casino, Eutelsat et Euroapi, qui quitteront le SBF 120 le 23 décembre, ont perdu entre 1,2% et 5,2%, tandis que Medincell, qui rejoindra l'indice le même jour, a progressé de 8,5%. Ailleurs en Europe, le réassureur allemand Munich Re a pris 5,5% après l'annonce de ses perspectives pour 2025. En revanche, Novo Nordisk a reculé de 3,8% alors que, selon Reuters, les Britanniques choisissent de plus en plus le traitement anti-obésité Mounjaro d'Eli Lilly plutôt que le Wegovy de la firme danoise.

A wall street

Wall Street, qui avait ouvert dans le vert, s'est retournée à la baisse. À l'heure de la clôture en Europe, le

Dow Jones perd 0,04%, le Standard & Poor's 500 0,14% et le Nasdaq Composite 0,25%. Les investisseurs ont pris connaissance du rapport sur les prix à l'importation et à l'exportation aux Etats-Unis. Ce rapport a montré que le coût des importations avait augmenté de 0,1% en novembre, une hausse inattendue alors

que le consensus tablait sur une baisse de 0,2%. L'action Broadcom s'envole de 18% et le groupe a atteint une capitalisation boursière de 1.000 milliards de dollars après avoir dépassé les attentes des analystes avec ses prévisions de chiffre d'affaires trimestriel et de demande de puces d'intelligence artificielle.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 12 Décembre 2024				
Valeur : 16 Décembre 2024				
BASE	DEVISES			
1	USD	US DOLLAR		
			133.5759	133.5909
1	EUR	EURO		
			140.5619	140.5911
1	GBP	POUND STERLING		
			170.6168	170.7450
100	JPY	JAPANESE YEN		
			87.6195	87.6581
1	CNY	CHINESE YUAN		
			18.3941	18.3971
1	CHF	SWISS FRANC		
			151.4294	151.5323
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		
			94.4333	94.4706
1	DKK	DANISH KRONE		
			18.8491	18.8539
1	SEK	SWEDISH KRONA		
			12.1969	12.2006
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		
			12.0009	12.0172
1	AED	UAE DIRHAM		
			36.3650	36.3720
1	SAR	SAUDI RIYAL		
			35.5416	35.5550
1	KWD	KUWAITI DINAR		
			434.2520	434.5833
1	TND	TUNISIAN DINAR		
			42.0027	42.4249
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		
			13.3726	13.3741
1	LYD	LIBYAN DINAR		
			27.3089	27.4489
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		
			3.3639	3.3744
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		
			175.4452	175.4452

Wall Street termine sans direction claire, attentiste avant la réunion de la Fed

La Bourse de New York a terminé la semaine en ordre dispersé, peinant à trouver de l'élan avant la réunion de la Banque centrale américaine (Fed) la semaine prochaine, mais conservant de l'enthousiasme pour le secteur des semi-conducteurs. Le Dow Jones a abandonné 0,20%, l'indice Nasdaq a gagné 0,12% et l'indice élargi S&P 500 terminé à l'équilibre. "Nous sortons d'une semaine plus négative que positive", a commenté auprès de l'AFP Art Hogan, analyste de B. Riley Wealth Management. "Certaines données économiques (...) ont été un peu touchées par l'inflation", a-t-il ajouté. Comme attendu par les analystes, l'indice CPI des prix à la consom-

mation publié mercredi a révélé une nouvelle accélération de l'inflation en novembre aux Etats-Unis, pour le deuxième mois d'affilée, à 2,7% sur un an contre 2,6% en octobre. Publié jeudi, l'indice de prix à la production PPI est quant à lui ressorti en hausse, les prix de gros ayant progressé de 3% sur un an, contre 2,6% en octobre. La place américaine attend désormais des nouvelles de la Fed, qui doit se réunir les 17 et 18 décembre pour décider d'une possible baisse de taux. Après les réductions de septembre et novembre, 97% des acteurs du marché tablent sur une nouvelle coupe d'un quart de point de pourcentage, selon l'outil de CME Group. Si cette baisse était

confirmée, il s'agirait de la dernière avant l'arrivée de l'administration Trump à la Maison Blanche et de la mise en place de mesures politiques qui pourraient s'avérer de nature inflationniste. La remontée des taux obligataires au cours de la semaine "a suscité une certaine réticence" sur le marché, a aussi souligné M. Hogan. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans s'est hissé à 4,39%, contre 4,33% jeudi en clôture. "Il faut toutefois juxtaposer cela (...) à l'enthousiasme suscité par certains noms des semi-conducteurs et à un possible regain d'intérêt pour ce secteur", selon M. Hogan. En tête de gondole, Broadcom

s'est envolé (+24,43%) et a dépassé pour la première fois le billion de dollars de capitalisation après avoir publié des résultats supérieurs aux attentes du marché. Les investisseurs sont galvanisés par la promesse d'une croissance "massive" liée à l'intelligence artificielle. Les autres titres du secteur ont évolué en ordre dispersé, Nvidia a lâché 2,30%, Micron a gagné 4,34% et Intel a perdu 2,12%. UnitedHealth grappillait 0,92%, après être tombé de près de 15% depuis le meurtre du patron de sa branche d'assurance santé, Brian Thompson, à New York. "Le reste du secteur de la santé suit le pas", selon M. Hogan.

L'enseigne de magasins d'ameublement de luxe RH a bondi (+16,95%) après avoir revu ses prévisions annuelles à la hausse. L'avionneur américain Boeing a gagné du terrain (+1,13%) après avoir annoncé dans un communiqué investir un milliard de dollars en Caroline du Sud pour dopper la production de ses appareils 787 Dreamliner. Le constructeur aéronautique Archer Aviation a brillé (+17,02%) après avoir annoncé jeudi un partenariat exclusif avec la société Anduril Industries, spécialisée dans les technologies de défense, pour développer un véhicule hybride volant à vocation militaire.

ETATS-UNIS

L'inflation accélère à 2,7% en novembre sur un an

Pour le deuxième mois d'affilée, l'inflation est en hausse, selon l'indice CPI. L'inflation s'est de nouveau accélérée en novembre aux États-Unis, pour le deuxième mois d'affilée, et les craintes grandissent de voir la courbe rester sur cette trajectoire, compliquant la tâche de la Banque centrale américaine (Fed) qui se réunit la semaine prochaine.

Les prix à la consommation ont augmenté de 2,7% sur un an en novembre, contre 2,6% en octobre, selon l'indice CPI publié mercredi par le département du Travail, et sur lequel sont indexées les retraites. Sur un mois seulement, la hausse des prix à la consommation est également plus forte en novembre qu'en octobre, à 0,3% contre 0,2%. Ces évolutions sont conformes aux attentes des analystes, selon le consensus de Market Watch. L'inflation dite sous-jacente, qui exclut les prix volatils de l'alimentation et de l'énergie reste stable sur un mois, à 0,3%, mais s'accélère également sur un an, à 2,7% contre 2,6% en octobre. Les prix à la consommation avaient rebondi en octobre, pour la première fois depuis le mois de mars et les hausses de droits de douane promises par Donald Trump pourraient contribuer à faire repartir les prix à la hausse. Les entreprises américaines se montrent d'ailleurs inquiètes d'un rebond de l'inflation, en raison notamment de cette politique, a récemment mis en lumière le Livre beige de la Fed, une enquête réalisée auprès de dirigeants.

Ce rebond des prix incite à la prudence, les responsables de la Banque centrale américaine, la Fed, qui se réunissent la semaine prochaine et devront décider s'ils abaissent de nouveau les taux, pour la troisième fois de suite, ou s'ils font une pause.

“Le succès n’est pas assuré”

Une baisse des taux d'un quart de point est majoritairement attendue par les acteurs du marché lors de la prochaine réunion du Comité monétaire de la Fed (FOMC), selon l'évaluation de CME Group. Les taux se situent dans une fourchette de 4,50 à 4,75%, après avoir été abaissés d'un demi-point de pourcentage en septembre, puis d'un quart de point en novembre. Le président de la Fed Jerome Powell a ainsi estimé, le 4 décembre, que la banque centrale "pouvait se permettre d'être un peu plus prudente" au sujet des baisses de taux du fait de la vigueur de l'économie. Plusieurs responsables de la Fed se sont inquiétés récemment de voir la courbe de l'inflation repartir vers le haut.

Les risques liés à l'inflation restent "plus importants" que ceux liés au chômage, a déclaré Michelle Bowman, une gouverneure de la Fed, mettant en avant "de possibles perturbations des chaînes d'approvisionnement dues aux grèves et aux tensions géopolitiques plus fréquentes dans le monde". Elle estime que "les tensions commerciales accrues et les dépenses gouvernementales expansionnistes" exercent également une pression sur les prix. Mais pour Beth Hammack, présidente de la Fed de Cleveland, "le succès n'est pas assuré", alors que "le processus de désinflation a ralenti". Les hausses de taux de la Fed ont pour effet de renchérir le coût du crédit pour les ménages et les entreprises et doivent donc desserrer la pression sur les prix. Mais cela risque de faire grimper le taux de chômage, qui était en novembre de 4,2%. L'inflation qu'ont connu les États-Unis au cours du mandat de Joe Biden a été l'un des principaux thèmes de la campagne électorale aux États-Unis, et a poussé de nombreux électeurs à voter pour Donald Trump.

CANADA

L'Ontario pourrait couper ses exportations d'électricité vers les États-Unis

Avant même sa prise de fonction, Donald Trump a menacé de taxer à 25% les produits canadiens et mexicains. L'Ontario a exporté 12 milliards de kWh d'électricité vers des États américains en 2023. La plus grande province du Canada pourrait couper toutes ses exportations d'électricité vers les États-Unis si le président élu Donald Trump venait à mettre en place les droits de douane qu'il a promis, a assuré mercredi 11 décembre son Premier ministre. Le Premier ministre de l'Ontario, Doug Ford, a formulé cette menace à l'issue d'une réunion avec le Premier ministre canadien Justin Trudeau et les représentants des autres provinces sur la réponse à ap-

porter aux menaces formulées par le futur président américain. Avant même sa prise de fonction, le 20 janvier, Donald Trump a menacé de taxer à 25% les produits canadiens et mexicains, une décision justifiée selon lui par les crises liées aux opiacés et à l'immigration. "Nous irons jusqu'au bout, en fonction de l'ampleur de la situation, nous irons jusqu'à leur couper l'énergie, jusqu'au Michigan, jusqu'à l'Etat de New York et jusqu'au Wisconsin", a déclaré à la presse Doug Ford, dont la province jouxte notamment ces États américains. L'Ontario a exporté 12 milliards de kWh d'électricité vers des États américains en 2023/ L'an passé, l'Ontario a exporté 12

milliards de kWh d'électricité vers les États américains du Minnesota, de New York et du Michigan, de quoi alimenter 1,5 million de ménages, a précisé son équipe à l'AFP. Sollicité pour savoir s'il soutenait cette proposition, le cabinet de Justin Trudeau n'a pas immédiatement répondu. Mais lors d'une conférence de presse à Ottawa après la réunion, la vice-première ministre Chrystia Freeland a déclaré qu'"un certain nombre de Premiers ministres" provinciaux s'étaient exprimés "avec force en faveur d'une réponse canadienne ferme aux droits de douane injustifiés". "Il s'agit d'un moment important pour le Canada et nous sommes résolus et déter-

minés à y faire face", a-t-elle déclaré. Le Premier ministre canadien, qui s'est rendu fin novembre en Floride pour rencontrer Donald Trump, a déclaré cette semaine que ces tarifs douaniers seraient "dévastateurs" pour le pays. Selon les médias canadiens, son gouvernement compte présenter dans les semaines à venir à l'équipe du républicain un plan de sécurité frontalière de plus de 700 millions de dollars. Lors du premier mandat Trump, les États-Unis avaient imposé des tarifs douaniers de 25% sur les importations d'acier et de 10% sur celles d'aluminium, auxquels Ottawa avait répondu en ciblant certains produits

ROYAUME-UNI

Plus de 300 employés d'Harrods en grève avant Noël et au «Boxing Day»

Plus de 300 employés du grand magasin de luxe britannique Harrods ont décidé de se mettre en grève le week-end avant Noël et durant le jour férié du «Boxing Day», pour réclamer de meilleures rémunérations et conditions de travail, a indiqué vendredi leur syndicat. Les salariés «n'ont pas eu d'autre choix que de voter en faveur d'une grève une nouvelle fois, étant donné le refus de la direction de Harrods de reconnaître ou d'entamer des négociations avec» le syndicat, a indiqué United Voices of the World (UVW), qui représente les grévistes. Leur action débutera le vendredi 20 décembre au soir et durera jusqu'au dimanche 22 décembre, puis de 12h à 21h30 le jeudi 26 décembre, jour férié du «Boxing Day» qui ouvre les soldes d'hiver au Royaume-Uni, soit durant «les journées les plus importantes de l'année pour le commerce», a-t-il détaillé. «Plus de 350 employés, dont des chefs, des hôtes et hôtesse, des pâtisseries, des réceptionnistes (...) débraieront pour cette action coordonnée contre des salaires, avantages de misère et l'absence de respect», a détaillé le syndicat vendredi auprès de l'AFP. «En tant que magasin de luxe parmi les plus grands au monde, Harrods devrait montrer l'exemple (...) Au lieu de cela, nous gagnons le salaire minimum et nous sommes privés d'avantages de base tels que des indemnités de repas et une prime de Noël - des choses qui devraient être la règle dans une entreprise qui accumule des millions de livres de bénéfices chaque année», défend Alice Howick, serveuse chez Harrods et membre de l'UVW, citée dans un communiqué du syndicat. Cette grève intervient également au moment où l'enseigne doit gérer les répercussions des accusations de viols et agressions sexuelles de plusieurs dizaines de femmes, dont de nombreuses anciennes employées, contre son ancien propriétaire, le riche homme d'affaires égyptien Mohamed Al-Fayed, décédé en 2023 à 94 ans. Entre la révélation de ce scandale par la BBC le 19 septembre et le 22 octobre, plus de 250 personnes avaient contacté le grand magasin londonien pour négocier un accord amiable. Harrods a été revendu en 2010 au fonds souverain Qatar Investment Authority.

FRANCE

Moody's dégrade la note souveraine de Paris

L'agence Moody's n'a guère laissé à François Bayrou le temps de s'installer à Matignon vendredi, dégradant dans les heures suivantes la note souveraine de la France, au vu de la "fragmentation politique" du pays, peu précisée selon elle au rétablissement rapide des finances publiques. Moody's a abaissé sa note Aa2, qui était assortie d'une "perspective négative" signalant une dégradation probable à plus ou moins brève échéance, à Aa3, avec perspective stable. L'agence, qui classait la France jusque là légè-

ment au-dessus de ses concurrentes, les rejoint: S&P classe la France AA- avec perspective stable, et Fitch AA- avec perspective négative. Le tout reflète encore cependant une bonne, voire haute, qualité de crédit. L'agence s'est inquiétée à plusieurs reprises de la situation d'incertitude politique qui a saisi la France depuis la dissolution de l'Assemblée nationale annoncée le 9 juin par le président Emmanuel Macron. La mise sous perspective négative de la précédente note date de fin octobre seulement, et Moody's avait

fait savoir le jour-même de la censure du gouvernement de Michel Barnier, le 4 décembre, que cet événement ne pouvait être que "négatif" pour la note de crédit de la France. Bercy semblait néanmoins ne pas s'attendre à une nouvelle action aussi rapide, dont le ministre de l'Economie et des Finances Antoine Armand a aussitôt "pris acte". Pour Moody's, les finances publiques de la France seront "considérablement plus faibles" dans les trois prochaines années que ce qu'elle prévoyait auparavant, en raison d'une "fragmentation

politique plus susceptible d'empêcher une consolidation budgétaire significative". Elle juge la probabilité "faible" de voir le prochain gouvernement "réduire durablement l'étendue du déficit budgétaire au-delà de l'année prochaine". Alors que le gouvernement Barnier misait sur un déficit public de 6,1% du PIB cette année, et avait construit ses textes budgétaires sur la base d'un déficit public de 5% en 2025, pour revenir sous la limite des 3% tolérée par Bruxelles en 2029, Moody's n'y croit pas.

RENAULT 5 TURBO 3

500 ch et bientôt produite en série

La R5 la plus sportive n'est pas une Alpine A290, mais bien une Renault. Voici la nouvelle Turbo 3E, qui entre en production avec deux moteurs électriques envoyant 500 ch aux roues arrière.



Ce n'est pas la première fois que l'on voit l'appellation Turbo 3 apposée sur une Renault 5. Souvenez-vous du restomod de 2021 développé par Legend Automobile. Ou encore le concept-car du constructeur français, présenté en avant-première en 2022. Mais de là à ce qu'un successeur direct des Turbo 1 et Turbo 2 - et, dans une certaine mesure, de la Renault Clio V6 - soit réellement envisagé... Car cette hot-hatch électrique particulièrement féroce va tout simplement entrer en production. Sous le blason Renault qui plus est. Il ne s'agira donc pas d'une Alpine. La base de la Turbo 3E est celle de la nouvelle Renault 5 E-Tech Electric. Mais les modifications apportées au

châssis, à la carrosserie et au groupe motopropulseur sont telles que l'on peut parler d'un nouveau modèle. Comme ce fut le cas pour la R5 Turbo 1, un modèle d'homologation développé pour le sport automobile avec un moteur turbo monté en position centrale et entraînant les roues arrière.

Deux moteurs mais pure propulsion

L'appellation Turbo sert surtout à établir le lien historique avec les Turbo 1 et Turbo 2, car la 3E utilise un groupe motopropulseur électrique. Renault fait appel à deux moteurs électriques, un pour chaque roue arrière. Ensemble, ils développent une

puissance assez folle de 500 ch, soit plus du double de la puissance de l'Alpine A290 (simple traction), qui est pourtant commercialisée comme une interprétation sportive de la Renault 5. Le sprint de 0 à 100 km/h ne devrait pas prendre plus de 3,5 s, mais le pack de batteries utilisé, les caractéristiques de charge ou l'autonomie de la Renault 5 Turbo 3E relèvent encore de l'inconnue. Rien n'est dit non plus sur la présence éventuelle d'une boîte de vitesses virtuelle (comme sur la Hyundai Ioniq 5 N).

Trois portes et hanches élargies

Contrairement à la Renault 5, la Turbo 3E n'est plus une cinq portes. Fabriquée

presque entièrement en fibre de carbone, la carrosserie trois portes associe des phares spécifiques à des passages de roues considérablement élargis, à de nombreux ajouts aérodynamiques et à un étonnant diffuseur arrière. La combinaison de blanc, de noir et de jaune fait référence à la livrée utilisée par Renault Sport à l'époque en rallye, ainsi qu'en championnat du monde d'endurance et en Formule 1.

La date de lancement, le prix et l'édition (limitée ou non) de la Renault 5 Turbo 3E sont encore des suppositions. Et l'intérieur ne semble pas encore tout à fait prêt non plus. Mais nous l'attendons avec impatience.

Mercedes-AMG Purespeed – hors-bord sur roues

Sensée incarner l'essence même de la performance et du plaisir de conduite et limitée à seulement 250 exemplaires, la PureSpeed rend hommage à l'héritage de Mercedes-Benz dans le sport automobile tout en offrant une expérience inédite et inoubliable. La Mercedes-AMG PureSpeed, premier modèle de la série exclusive Mercedes-Benz Mythos, a été dévoilée lors du Grand Prix de Formule 1™ d'Abu Dhabi. Cette voiture bi-place radicale, dépourvue de toit et de pare-brise.

Design extérieur et intérieur

La Mercedes-AMG PureSpeed arbore une silhouette basse et élancée, avec un avant au design inspiré de l'hypercar Mercedes-AMG ONE, la longueur du capot en plus. Les détails aérodynamiques en fibre de carbone et les jantes forgées de 21 pouces maximisent son efficacité et son allure sportive. Le système HALO, issu de la Formule 1™, protège les passagers tout en ajoutant une touche futuriste.

L'habitacle, avec son concept bicolore blanc et noir, met en exergue ses sièges AMG en cuir haut de gamme et une horloge exclusive IWC – partenaire de la marque à l'étoile – intégrée dans le tableau de bord. Chaque détail reflète un mariage entre luxe et fonctionnalité, rehaussé par un système audio Burmester 3D de 1170 watts.

Spécifications et performances

Sous le capot, on retrouve le V8 bi-turbo AMG de 4,0 litres qui délivre 585 ch et 800 Nm de couple. Associé à une transmission intégrale 4Matic+ et une boîte AMG Speedshift à 9 rapports, il propulse la PureSpeed de 0 à 100 km/h en 3,6 s, pour une vitesse de pointe de 315 km/h. L'absence de toit amplifie la perception de vitesse et met en valeur le rugissement caractéristique du moteur. La suspension semi-active AMG Active Ride Control et les freins en composite céramique garantissent une maîtrise optimale, tandis que les roues arrière directrices allient agilité et stabilité.



Avec une production limitée à 250 unités, la Mercedes-AMG PureSpeed est une pièce de collection rare. Chaque modèle arbore un badge numéroté et une housse de

protection sur mesure. Disponible en finition exclusive « Silver Arrow » ou avec un pack Motorsport inspiré de l'histoire de Mercedes-Benz, cette œuvre d'art mécanique devrait être

réservée aux passionnés prêts à investir dans l'exclusivité et l'innovation. Le prix, bien que non annoncé, reflètera probablement son statut de modèle emblématique et ultra-limité.

La hausse des salaires dans l'IT marque le pas en 2025

Dans son étude annuelle sur les rémunérations des cadres en 2025, le cabinet Robert Walters estime que dans l'IT, les salaires devraient moins augmenter l'année prochaine avec 3% de hausse en moyenne contre 7% en 2024. Profitant d'un manque de profils qualifiés, les professionnels des data et de la cybersécurité seront toujours bien placés avec une paye supérieure au marché.

Dans un climat économique et politiquement compliqué, le marché de l'emploi des cadres a ralenti en 2024 confirmant la fin de l'engouement des années post-Covid annoncée l'an dernier. La tendance devrait se poursuivre en 2025 avec en moyenne des augmentations salariales dans les métiers du numérique estimées à 3% en 2025, ce qui est moins bien comparé aux 7% affichés l'an dernier. C'est ce que prévoit Robert Walters dans son étude annuelle sur les rémunérations des professions cadres en 2025. Pour autant, dans l'IT et le digital, les tensions sur le marché seront néanmoins toujours présentes en 2025, avec des répercussions sur les salaires. Dans ce contexte, 56% des informaticiens interrogés pensent obtenir une augmentation en 2025. De leur côté, trois entreprises sur quatre spécialisées dans les technologies envisagent de revaloriser le salaire de leurs collaborateurs l'an prochain. Robert Walters évoque dans le même temps des recrutements en hausse dans trois disciplines numériques phares : les ingénieurs cybersécurité en gouvernance, risque et sécurité (GRC) les responsables de domaines ERP et les ingénieurs data et IA. Compte tenu de l'augmentation de la demande pour ces profils, leurs fiches de paye devraient faire partie des plus attrayantes de l'année 2025. Ainsi, un consultant en cybersécurité avec 5 à 10 ans d'expérience percevra une somme comprise entre 70 000 € et 80 000 € annuels bruts l'an prochain. Avec entre 10 à 15 ans d'expertise, le montant oscillera entre 90 000 €



et 105 000 € brut par an, et au-delà avec plus de 15 années dans la fonction.

Des salaires hauts pour les lead data scientists

Dans la course aux salaires, le responsable de domaine BI/ERP est également bien positionné. Dans ces professions, les salaires 2025 sont estimés entre 70

000 € et 80 000 € pour la fourchette basse et jusqu'à 120 000 € pour la fourchette haute. En outre, la demande est toujours aussi forte pour les métiers liés aux data/IA en particulier pour le lead data scientist grand gagnant dans cette grille. Selon les projections de Robert Walters, le bulletin de paye pourrait afficher un montant compris entre 85 000 et 125

000 € (avec 6 à 10 ans dans la fonction) et 95 000 à 135 000 euros au-delà de 10 années d'expertise. Dans l'IT, les salaires des professionnels des infrastructures sont attractifs tout en étant moins généreux, soit entre 60 000 € et 75 000 € pour un ingénieur infra justifiant de 10 ans d'expérience minimum et jusqu'à 80 000 € au-delà. La rémunération de l'architecte IT en 2025 sera plus élevée, soit 70 000 à 85 000 € pour un profil confirmé et jusqu'à 110 000 € pour un expérimenté.

Une désir de mobilité marqué dans l'IT

Dans cette étude, Robert Walters note aussi un désir de mobilité chez 43% des cadres de l'IT qui souhaitent changer d'emploi en 2025. 79 % se disent confiants quant aux opportunités d'emploi dans leur secteur. Du côté de la mixité, les professions techniques n'emploient que 25% de femmes pour 75% d'hommes. Enfin, s'agissant du télétravail, si certaines tendances internationales ont fait planer le doute quant à un brutal retour au bureau, elles ne se sont pas confirmées en France. 75% des entreprises n'ont donc pas modifié leur politique cette année, et 56% ne pensent pas le faire en 2025. « Au-delà du télétravail, essentiel pour beaucoup de candidats qui n'hésitent plus à l'afficher sur leur CV, c'est la flexibilité qui est devenue indispensable », note Coralie Rachet, directrice France du cabinet de recrutement dans un communiqué annonçant la publication de cette enquête.

La nouvelle puce quantique de Google ne pourrait apparemment rien contre les algorithmes de chiffrement modernes

La récente annonce de Google concernant sa puce quantique Willow a fait trembler le monde de la cybersécurité. Cette innovation majeure, capable de réaliser en moins de 5 minutes des calculs qui prendraient 10 septillions d'années à un superordinateur classique, a soulevé de nombreuses inquiétudes quant à la sécurité des systèmes de chiffrement actuels. Pourtant, les experts se veulent rassurants : Willow ne représente pas une menace immédiate pour nos données. L'annonce fracassante de Google concernant sa puce quantique Willow a provoqué une onde de choc dans l'écosystème technologique mondial. Cette prouesse d'ingénierie, capable d'accomplir en quelques minutes des calculs qui nécessiteraient des milliards d'années aux superordinateurs actuels, soulève des interrogations légitimes sur la pérennité de nos systèmes cryptographiques. Pourtant, les experts du domaine se

montrent rassurants quant à la sécurité immédiate de nos données numériques.

Une puissance impressionnante mais limitée

La puce Willow marque une avancée significative dans le domaine du calcul quantique. Fabriquée dans les installations de Santa Barbara en Californie, elle intègre des composants sophistiqués permettant une réduction exponentielle des erreurs de calcul, un défi majeur qui freinait jusqu'alors le développement de l'informatique quantique. Malgré ses 105 qubits et ses performances remarquables, Willow reste très loin du niveau requis pour menacer les systèmes cryptographiques actuels. Les experts estiment qu'il faudrait environ 13 millions de qubits pour décrypter un Bitcoin en 24 heures. Cette différence d'échelle considérable illustre le fossé qui existe encore entre les capacités actuelles et



celles nécessaires pour compromettre la sécurité des algorithmes modernes.

La cybersécurité s'adapte déjà

Le National Institute of Standards and Technology (NIST) n'a pas attendu l'émergence d'ordinateurs

quantiques puissants pour agir. L'institut a déjà finalisé un ensemble d'algorithmes de chiffrement post-quantiques, conçus pour résister aux futures attaques quantiques. Ces nouveaux standards sont désormais prêts à être déployés pour sécuriser les communications électroniques et les

transactions en ligne. Si la menace n'est pas immédiate, les experts recommandent néanmoins une certaine vigilance. Le concept d'attaques « harvest now, decrypt later » inquiète particulièrement : des adversaires pourraient collecter des données chiffrées aujourd'hui pour tenter de les décrypter plus tard, lorsque des ordinateurs quantiques plus puissants seront disponibles. L'arrivée de Willow représente indéniablement une étape cruciale dans l'évolution de l'informatique quantique. Cette puce démontre notamment une capacité inédite à réduire les erreurs de calcul tout en augmentant le nombre de qubits utilisés, une prouesse qui échappait aux chercheurs depuis près de 30 ans. Si cette avancée ne menace pas encore nos systèmes de chiffrement, elle ouvre la voie vers une nouvelle ère technologique où la coexistence entre sécurité classique et puissance quantique devra être soigneusement orchestrée.

Mots fléchés

Bohémien	↓												
Affreuses		Foi	↓	Lisière	↓	Eloigné	↓	Orateur grec	↓	Fric	↓	Réjouissance	↓
	→					Edenté		Lieu de fouilles	↓			Pierre tombale	
Jeune rongeur		Dépouillai		Sépia	→					Levant	→		
				Sigle de la République Française						Durabilité			
	→	↓		↓				Élude	→	↓			
Énergie	→				Ville allemande	→				Terre émergée	→		Dieu gaulois
Fuit					Vagabonde								
	→			Artère partant du coeur	↓	Particule		Carreau de pierre	→				↓
								Intelligence et humour					
Oiseau aquatique	→			↓		↓	Epées	↓	Grandes ouvertes	→			
Salades													
	→						↓						
									Lac des Pyrénées		Fin de messe	Opinion favorable	
									↓		↓	↓	
Troisième personne du pluriel		Longue période	→			Dépôts	→						
		Poème				Lettre grecque							
	→	↓	Pratique		Étriqués	→							Primordiale
			↓										↓
Cratère sur la lune	Exécuté	→			Pronom personnel	→			Visage	→			
	Arbrisseau du Brésil				Primate				Vert				
	↓			Laitreuse	→				↓			Cité engloutie	
				Petit ruisseau								La loi du silence	
Fruit	→			↓						Organisation pour la santé	→		
Genres au cinéma						Panneau mobile		Magicienne		Vient de rire	↓		
	→					↓		↓		↓			
							Pubère	→					
Devant Guevara	→			Note de musique	→		Prophète d'Israël	→				Arrose St-Omer	
Qualité d'huiles							Cube de jeu						
	→			Enveloppe de caoutchouc	→		↓			Rongeur	→		↓
				Spectacle au far-west						Perroquet			
			↓	↓									
Plissée	Rognon	Divisible par deux	→					Altérai	→	↓			
								Partie tendre					
	↓							Bigla	→	↓			
								Un sens				Rivière suisse	
Fédération		Un allemand	→			Autorisation	→				Devant Capone	→	
		Germanium				Note de musique					Geste de scout		
	→	↓				↓					↓		
					Silencieux	→				Bastringue	→		
Natif	→		Poisson plat	→				Perdu	→				

PÉTROLE le Brent finit à 74,49 dollars

Les cours du pétrole ont terminé la semaine en hausse. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, a gagné 1,47% à 74,49 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en janvier, a avancé de 1,81%, à 71,29 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 15 décembre 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



AIR ALGÉRIE

Réduction de 30% au profit des patients de la CNAS nécessitant des soins à l'étranger

Un accord de coopération a été signé entre Air Algérie et la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) portant réduction de 30% sur les billets pour les patients de la CNAS nécessitant des soins à l'étranger, ainsi que pour leurs accompagnateurs, a annoncé samedi dans un communiqué la compagnie nationale aérienne. Air Algérie s'engage aussi, en vertu de cet accord, à garantir pour cette même catégorie, une inscription prioritaire sur les listes d'attente en cas de vols complets, afin de faciliter le déplacement des patients transférés, selon la même source. L'accord prévoit également de mettre en place une antenne au siège de la CNAS pour assurer un traitement efficace des demandes de services (réservations, billetterie, informations, etc.) et faciliter les échanges entre les deux entités. "Cet accord reflète la vision partagée entre Air Algérie et la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés en matière de coopération durable, et souligne l'engagement citoyen de la compagnie aérienne nationale qui œuvre pour soutenir toutes les catégories de la société", est-il souligné dans le communiqué.

OMS

Plus de 7,2 millions de personnes pourraient mourir noyées d'ici à 2050

Plus de 7,2 millions de personnes, principalement des enfants, pourraient mourir noyées d'ici à 2050 si les tendances actuelles se poursuivent, selon le premier rapport sur la prévention des noyades publié vendredi par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). "Les progrès de la lutte contre les noyades ont été inégaux", a indiqué l'OMS dans son rapport, notant qu'au niveau mondial, neuf décès par noyade sur 10, surviennent dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Selon l'Agence sanitaire mondiale, dans la Région européenne de l'OMS, le taux de mortalité par noyade a baissé de 68 % entre 2000 et 2021, mais n'a baissé que de 3 % dans la Région africaine, qui affiche le taux le plus élevé de toutes les Régions, avec 5,6 décès pour 100.000 habitants. "Ceci peut s'expliquer en partie par le niveau d'engagement national à lutter contre ce problème. En effet, seuls 15 % des pays de la Région africaine disposent d'une stratégie nationale ou d'un plan national de prévention des noyades, contre 45 % des pays de la Région européenne", a expliqué l'Agence sanitaire mondiale.

ALGÉRIE/ANGOLA

Une vingtaine d'accords de coopération en perspective

Une vingtaine d'accords de coopération seront signés prochainement entre l'Algérie et l'Angola, a annoncé samedi le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, à l'occasion de la visite officielle qu'il effectue dans ce pays en qualité d'envoyé spécial du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. "Nous nous apprêtons à signer une vingtaine d'accords de coopération (qui) concernent des domaines prioritaires que nous avons identifiés ensemble", a déclaré M. Attaf à la presse après avoir été reçu par le président de la République d'Angola, M. Joao Manuel Gonçalves Lourenço. Le ministre a annoncé, dans ce même contexte, qu'une réunion de la commission mixte algéro-angolaise devait se tenir prochainement et qu'un Conseil d'affaires sera créé afin de permettre une "interaction entre les

communautés d'affaires algérienne et angolaise". L'objectif de ces démarches est, assure-t-il, de hisser le niveau de la coopération économique à celui des relations "excellentes" et "exemplaires" entre les deux pays. "Il faut avoir l'honnêteté de reconnaître que les relations économiques ne sont pas à la hauteur de ce que nos deux pays souhaitent (...). C'est pour cela que nos deux ministères des Affaires étrangères travaillent d'arrache-pied pour corriger cette anomalie", a soutenu M. Attaf. Sur le plan économique, "je crois que le potentiel (de coopération) est énorme", a-t-il assuré. Par ailleurs, M. Attaf a tenu à transmettre les félicitations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour le rôle clé joué actuellement par l'Angola en vue de parvenir à une paix durable entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda. "Je me trouve à Luanda à la veille d'un événe-

ment important pour la région des Grands Lacs et d'un moment important dans l'action stabilisatrice, pacificatrice et sécurisante que conduit le président Joao Lourenço dans la région à travers ce que nous souhaitons être une réconciliation et une paix entre la RDC et le Rwanda. Donc, nous sommes réellement privilégiés et honorés d'être les premiers à pouvoir (transmettre), au nom du président Tebboune, nos félicitations et nos encouragements à la République sœur d'Angola pour ce grand événement auquel nous souhaitons tout le succès possible", a expliqué M. Attaf. L'année prochaine, "l'Angola présidera l'Union africaine et le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a tenu à assurer son frère le président Joao Lourenço qu'il sera à ses côtés et que le succès de la présidence angolaise sera un succès pour l'Angola, pour l'Algérie et pour l'Afrique tout entière", a-t-il conclu.

OUM EL-BOUAGHI

Plus de 80 exploitations agricoles raccordées au réseau d'électricité

Pas moins de 86 exploitations agricoles de plusieurs communes de la wilaya d'Oum El-Bouaghi ont été raccordées au réseau d'électricité agricole depuis le début du mois de novembre passé, apprend-on jeudi auprès de la cheffe du service de communication à la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz, Narymen

Benzelikha. Elle a précisé à l'APS que 25 de ces exploitations se trouvent dans la commune de Bir Chouhada, 13 à Ain Kercha, 10 à Berriche et le reste est réparti sur les communes de F'kirina, Oued Nini, Oum El Bouaghi, Ouled Zoui, Souk Naâmane, Ain Zitoun, Harmlia, Ain M'lila et Hanchir Toumghani. Le raccordement de ces exploita-

tions agricoles a nécessité la réalisation d'un réseau de 47,45 km de lignes électriques de basse et moyenne tensions, selon Mme Benzelikha qui a souligné que l'enveloppe financière mobilisée pour cela dans le cadre du programme de raccordement des périmètres et exploitations agricoles dépasse 183 millions DA. Plus de 320 exploita-

tions agricoles ont été raccordées à travers la wilaya au réseau d'électricité durant la période de janvier à novembre de l'année en cours, a rappelé la même source qui a mis l'accent sur l'impact de ces raccordements pour le recours des agriculteurs aux systèmes d'irrigation d'appoint et l'accroissement de la production agricole locale.

JOURNÉE D'ÉTUDE SUR LA TRANSFORMATION DU CUIR ET
L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE

L'importance de conjuguer les efforts pour informer les investisseurs soulignée

Les participants à une journée d'étude sur la transformation du cuir et l'industrie de la chaussure, organisée samedi à l'université "Abou Bakr Belkaïd" de Tlemcen, ont souligné l'importance de conjuguer les efforts pour transmettre l'information aux investisseurs dans le domaine du cuir et de la chaussure. Lors de cette rencontre, M. Bensdira Djaber, président de l'Observatoire national de la société civile, initiateur de cette rencontre en coordination avec l'Organisation algérienne du commerce et de l'investissement social (OACIS), a insisté sur la nécessité de conjuguer les efforts de tous les acteurs du secteur pour informer les investisseurs sur les différentes mesures, dispositions réglementaires et législations décidées par le gouvernement relatives à cette activité économique. Le rôle crucial des différents secteurs, notamment la formation professionnelle, l'industrie, le commerce et l'Agence algérienne de pro-

motion de l'investissement, dans l'accompagnement des acteurs du secteur, notamment celle favorisant l'exportation vers les marchés africains a été également souligné. Pour sa part, le président du cluster économique pour le secteur du cuir et de la chaussure, Benamar Mustapha, a insisté sur la nécessité de recenser de manière précise les acteurs de la filière, pour redynamiser ce secteur". Le directeur de l'Industrie de la wilaya, Benkaïda Benziane, a affirmé que sa direction a accompagné les opérateurs économiques en créant un cluster pour les fabricants. "Cette démarche vise à identifier et à lever les obstacles en les intégrant officiellement dans le circuit de production, en conformité avec la nouvelle loi sur l'investissement", a-t-il déclaré, relevant que ce secteur "offre un fort potentiel pour la création d'emplois, la réduction des importations et le développement des exportations". Le représentant de la direction du commerce de

Tlemcen, Guezane Hakim, a souligné la nécessité d'encourager les consommateurs algériens à privilégier les produits locaux, de promouvoir la balance des paiements et de soutenir les investisseurs pour exploiter les ressources disponibles, tout en visant l'exportation et la concurrence avec les leaders mondiaux de la transformation du cuir et de la chaussure. Le représentant de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement à Tlemcen, Bendi Hassan Samir, a pour sa part présenté une vidéo promotionnelle expliquant aux opérateurs les modalités d'accès au foncier économique via la plateforme numérique dédiée aux investisseurs. En marge de cette journée d'étude, organisée sous le slogan "Unissons nos efforts pour valoriser le cuir, préserver les devises et promouvoir l'exportation", une exposition de produits en cuir, notamment des chaussures et sacs, fabriqués par des producteurs de différentes wilayas, a été organisée, note-t-on.